PAUL
PALACIO

SOUVENIRS D'UN MILITANT RÉVOLUTIONNAIRE À RENAULT-BILLANCOURT



Collection **Témoignages**

les bons caractères

Paul **PALACIO** • **Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt**

Paul Palacio

Parcours d'un militant révolutionnaire à Billancourt

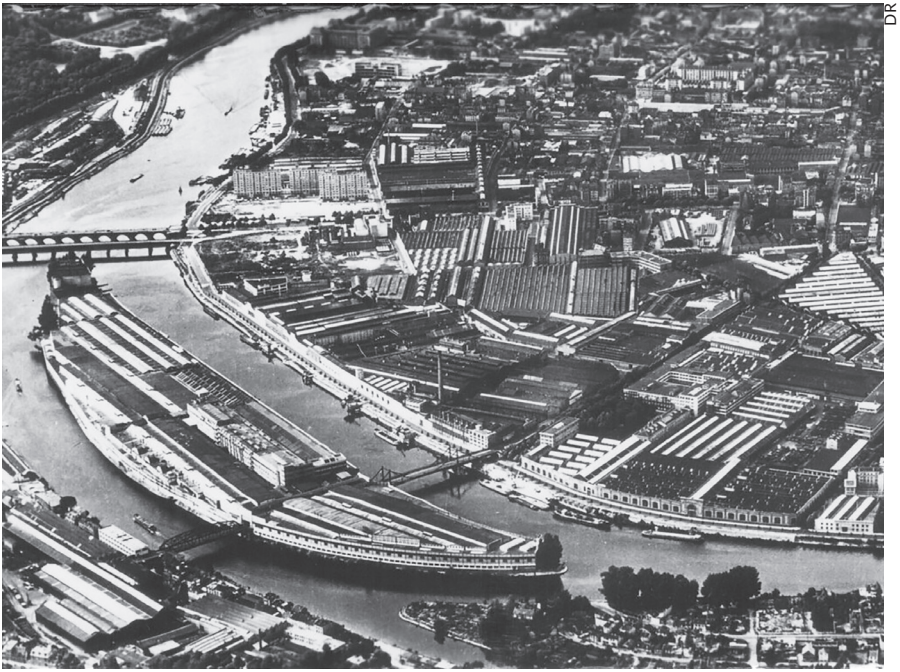
Crédit photos : sauf mention spéciale,
les photos sont de la collection personnelle
de Paul Palacio.

© Les Bons Caractères 2022
ISBN 978-2-493083-07-4
Dépôt légal deuxième trimestre 2022
Imprimé par IMS - 93500 PANTIN

Paul Palacio

Parcours d'un militant révolutionnaire à Billancourt

Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin



DR

Vue aérienne des usines Renault à Boulogne Billancourt.



DR

L'île Seguin.

AVANT RENAULT

Mon entrée chez Renault date de janvier 1966. Ce n'était pas mon premier emploi. Avant, j'avais travaillé dans de petites entreprises de menuiserie. Sorti du cours complémentaire industriel d'Ivry-sur-Seine à l'âge de 16 ans titulaire d'un CAP et d'une partie de BEI[1], j'ai commencé à travailler successivement dans deux petites boîtes de la ville. Ma mère habitait cette ville et y tenait un petit café-restaurant dans un quartier ouvrier. Elle travaillait dur et faisait tourner la boutique. Même si elle était remariée depuis peu, avant cela elle avait beaucoup galéré pour élever ses trois enfants. Elle était veuve de guerre. Mon père, que je n'ai pas connu, a péri sous les bombes alliées le 5 juillet 1944, à Mériel dans le Val-d'Oise, avec vingt-cinq autres personnes qui faisaient la queue à l'épicerie. Ma mère n'avait donc guère le temps de s'occuper de mes études, qui se sont terminées assez rapidement.

Mon milieu familial n'était pas politisé. Ma mère, qui était croyante, m'avait placé chez les scouts. Seul mon frère, de cinq ans mon aîné, émancipé et qui vivait sa vie, pouvait m'influencer, ce qu'il ne manqua pas de faire lorsque je quittai le domicile familial.

En 1960-1961, je n'avais pas tout à fait 18 ans. La guerre d'Algérie faisait encore rage. Je me retrouvais avec d'autres jeunes à Ivry puis à Paris dans le 19e arrondissement. La guerre d'Algérie constituait depuis plusieurs

1 Le brevet d'enseignement industriel (BEI) est un diplôme scolaire qui a été décerné jusqu'en 1959 pour attester d'une formation technique.

années le principal sujet de discussions et surtout d'inquiétude pour nous, jeunes qui étions destinés à être appelés sous les drapeaux et à partir là-bas pour être plongés dans ce cauchemar. Nous avions tous des exemples de jeunes qui y avaient laissé leur peau. Avec mon frère, nous appartenions à un groupe d'ajistes (membres du mouvement des Auberges de jeunesse), Bohême (tout un programme !). Réunions, débats, ciné-clubs… les sujets tournaient largement autour de cette sale guerre menée par notre puissance coloniale. C'est de là que date véritablement mon éveil politique, au fil de mes premières manifs.

La première me reste en mémoire. Appelée par l'UNEF et le PSU (le Parti socialiste unifié), elle devait se dérouler à Odéon, mais elle fut bien entendu interdite. Non averti de son déplacement, je me retrouvai rue de Buci, au milieu de policiers qui matraquaient à tour de bras. Ça m'a marqué, au sens propre comme au sens figuré.

La répression de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 nous laissa atterrés. Nous ne supposions qu'une toute petite partie de l'ampleur de ce crime d'État. Mon frère, qui était au PSU, était en partie informé des événements. Il me tint au courant. Il m'avait incité à aller aux JSU (l'organisation de jeunesse du PSU) et tout ce milieu, ajistes, PSU, JSU, anars, s'activait du côté de Laumière dans le 19e arrondissement. Nous collions les affiches d'un comité antifasciste contre les agissements de l'OAS ; la crainte du danger fasciste était très présente.

Puis ce fut l'enterrement des neuf morts de Charonne, en février 1962. Je n'avais pas participé à la manif du 8, et je fus impressionné par cette manifestation gigantesque de République au Père-Lachaise. Dominique, mon frère, cherchait sa voie, il ne se satisfaisait pas de militer au

PSU. La guerre d'Algérie, ses horreurs, agissaient comme un révélateur : la société était pourrie, il fallait la changer. Il avait décidé de faire le tour des groupes trotskystes avant de s'engager. Je ne sais plus dans quel ordre cela s'est passé, mais j'ai rencontré Arlette Laguiller lors d'une sortie ajiste en forêt de Fontainebleau. Et nous avons discuté politique, plus exactement du racisme. J'avais été témoin d'un acte raciste contre un homme arabe dans un café de la place du Châtelet. Ensuite, j'ai parlé de cette rencontre à mon frère, ce qui lui a sans doute permis de prendre contact avec Voix ouvrière. J'étais un peu jeune politiquement, un peu anar, antimilitariste, mais pas communiste, mais mon frère m'a tout de même amené au cours marxiste qu'organisait Voix ouvrière chaque samedi dans une salle de la rue Mouffetard.

Sont passés là-dessus quinze mois agités de service militaire et un voyage de six mois à courir le monde, pour finalement revenir aux réalités sociales et me consacrer de plus près à l'apprentissage de militant ouvrier communiste. À la fin de l'année 1965, je quittai mon travail chez un artisan menuisier à Paris dans le 9e arrondissement, convaincu qu'il était plus efficace pour faire connaître ses idées, vu la taille de Voix ouvrière, de rentrer dans une grande entreprise.

L'EMBAUCHE CHEZ RENAULT ET LES ANNÉES AVANT 1968

Lorsque je suis arrivé à Renault Billancourt, début 1966, j'ai rejoint le groupe de camarades de Voix ouvrière, une quinzaine de militants et sympathisants à l'époque. Notre camarade Pierre Bois était encore dans l'usine, mais dans un service commercial. Ensuite, à la faveur du mouvement de Mai 68, notre présence s'est étoffée dans différents secteurs. Mais là je vais m'intéresser plus particulièrement à l'île Seguin et à mon expérience personnelle.

En 1966, il n'y avait pas encore d'équipes pour les chaînes de montage, on faisait l'horaire normal. On y fabriquait uniquement la 4L. Je n'avais travaillé que dans de petites entreprises de menuiserie – soit dans le bâtiment, soit pour des maisons d'agencement. Billancourt était ma première grosse boîte.

Une grosse boîte ! On était en effet plus de 30 000 travailleurs, 33 000 exactement. Quand on entre là-dedans, on ne se rend pas forcément compte de la taille de l'entreprise. Que l'effectif soit de 33 000 ou 5 000, ça ne fait pas forcément une grosse différence parce que, dans un secteur, on n'est en contact qu'avec un nombre bien plus réduit de personnes. Dans l'île Seguin, il y avait autour de 7 000 travailleurs à l'époque.

C'était facile alors de se faire embaucher. C'était une période de plein-emploi : beaucoup de gens entraient chez Renault. Il y avait donc la queue au bureau d'embauche, une queue importante : cinquante, quatre-vingts, cent

personnes attendaient chaque jour place Bir-Hakeim, là où se situait le bureau d'embauche. J'ai été embauché facilement. Pas besoin d'avoir un curriculum vitæ bien fourni. Ils avaient besoin de bras pour travailler sur les chaînes ou au contrôle. C'est au contrôle que j'ai été embauché directement.

J'ai été pris comme essayeur… et j'ai terminé vingt-six ans après, c'est un peu triste ! encore comme essayeur. Disons pour se consoler que la qualification a évolué entre-temps. Les coefficients, les grilles de salaire ont beaucoup changé après les multiples mouvements sur des revendications catégorielles, mais à l'époque les contrôleurs en chaîne étaient OS (ouvriers spécialisés), au coefficient 145, un des coefficients les plus bas de la grille de salaire. La grille démarrait au coefficient 130 pour les manœuvres, puis les OS1, OS2. Contrôleur, c'était assimilable à OS2.

C'était un travail lié à la chaîne. On prenait les voitures en fin de chaîne et on les essayait. On les faisait tourner sur des bancs à rouleaux et on faisait un petit tour de piste, puis l'on effectuait des réglages simples sur le carburateur et l'on revenait sur chaîne prendre la voiture suivante.

Sur les chaînes, il y avait beaucoup plus de travailleurs français que lors du passage des chaînes de production en deux équipes après Mai 68. L'embauche d'un nombre important de travailleurs immigrés s'est alors accélérée.

Beaucoup de jeunes, embauchés en général entre 20 et 25 ans, ne pensaient pas qu'ils feraient leur carrière chez Renault. Certains ne l'ont pas faite. Quand on rentre dans une entreprise, de toute façon, on ne s'imagine jamais qu'on va y passer vingt-six ans et plus. Il y

avait un certain turnover. Les gens rentraient, puis souvent allaient travailler ailleurs.

Pour ce qui est des milieux militants et politiques de l'entreprise, la CGT était très présente, c'est sûr. Je n'ai pas été contacté tout de suite, mais cela n'a pris que quelques mois. Courant 1966, cinq ou six mois après mon embauche, j'étais syndiqué à la CGT. C'est moi qui avais fait la démarche. Je suis allé trouver un militant qui s'appelait Paul Laurent, c'était un homonyme d'un dirigeant du PCF. Il était sympathique. II est parti à la retraite assez rapidement. Je me souviens de quelques tracts des autres syndicats mais, dans l'île Seguin, c'était surtout la CGT qui était présente.

Il n'y avait pas de réunions syndicales. Tu prenais ta carte et puis c'est tout, on ne te proposait pas de réunion.

Avant 1968, y compris même dans les semaines qui ont précédé les « événements », les travailleurs ne croyaient pas à la lutte collective. On discutait de choses et d'autres, de football, du Tour de France, de sport, comme dans toutes les entreprises.

J'étais évidemment associé aux activités de Voix ouvrière. Dans cette période-là, beaucoup de nouveaux étaient arrivés pour épauler ceux qui étaient déjà là depuis pas mal de temps. Il n'y avait pas de militants dans les deux grands secteurs de fabrication de l'île Seguin, les Presses et les chaînes de montage, soit les départements 12 et 74. Dans l'île Seguin, les camarades qui animaient un bulletin étaient dans un secteur de professionnels, au département 37. Et celui qui avait démarré le boulot, en s'affrontant aux dirigeants CGT/PCF, était déjà parti, lui aussi, dans un secteur de méthodes.

La combativité des secteurs d'OS était plutôt en retrait à cette époque-là sur celle des professionnels. Les départements de professionnels étaient les plus organisés

sur le plan de la syndicalisation. La CGT y était largement la plus implantée. Hors l'île Seguin, dans le département 70, composé d'autant d'OS que de professionnels, nous avions un bulletin et des camarades. Il y avait aussi l'Artillerie (appelée ainsi parce que, pendant la guerre, ce secteur avait travaillé pour l'armement), l'AOC (Atelier d'outillage central), et la RMO (Renault Machine-outil). Quand il y avait des débrayages, c'est dans ces secteurs-là qu'ils se produisaient, beaucoup moins sur les chaînes dans l'Île. Un autre département, le 38, était un gros atelier de presses. Les bureaux constituaient une autre grande concentration de personnel, nous y avions aussi un bulletin et plusieurs camarades.

À l'époque, on ne fabriquait donc que la 4L, sans doute depuis 1961. La R6 a été fabriquée dans l'Île courant 1968, et c'est à ce moment-là que la première des deux chaînes est passée en équipes.

PREMIERS PAS À LA CGT

J'ai été élu délégué du personnel sur les listes de la CGT, assez rapidement finalement, puisque j'ai été présenté et élu en octobre 1967, un an et demi après mon embauche. Mais cela n'a duré qu'un an puisque, en octobre 1968, je ne l'étais déjà plus, mais j'y reviendrai.

Par ailleurs, assez vite, un bulletin *Voix ouvrière* est paru dans l'île Seguin et cela a déclenché des recherches de la part de responsables CGT sur l'origine du tract et sur ses diffuseurs. Je me souviens encore comme si c'était hier d'un dirigeant de la CGT qui m'interpelle, me montre un bulletin froissé dans sa main et soudain me demande : « Sais-tu qui distribue cette cochonnerie ? » Je ne sais pas si j'ai été crédible dans mon rôle d'ignorant, mais cela n'a pas été plus loin pour cette fois.

Dans mon secteur d'essayeurs, avant que je n'arrive, il n'y avait pas beaucoup de grèves. Je me souviens avoir organisé un petit mouvement quelques mois après être entré dans la boîte. Les travailleurs revendiquaient des augmentations de salaire. Ils réclamaient une augmentation de coefficient et se basaient pour cela sur des responsabilités qu'ils pensaient avoir. Comme j'étais dans ce secteur-là, sans être forcément partant pour ce genre de revendications – qui restaient tout de même très catégorielles – je me suis retrouvé à organiser le débrayage. Je ne me souviens plus si j'étais déjà délégué ou simplement syndiqué à la CGT. Des petits mouvements comme celui-là étaient rares et, du coup, les chefs sont un peu tombés de l'armoire. Depuis mon embauche, c'était un des premiers petits débrayages, et j'avais déjà commencé à m'attirer l'hostilité de la maîtrise parce que cela rompait la tranquillité habituelle.

À l'époque, il ne se passait rien d'extraordinaire à Billancourt. Je me souviens qu'au département 55, le Décolletage, en dehors de l'Île, il y avait eu une grève en 1966-1967, dans les premiers temps où j'étais arrivé à l'usine. C'était pour protester contre le départ du décolletage. La décentralisation avait déjà commencé depuis belle lurette. La direction de Renault faisait partir des secteurs qu'elle n'estimait pas rentables ou qu'elle voulait passer à la sous-traitance. Le Décolletage devait partir à Irigny, du côté de Lyon. Cette grève menée par la CGT avait duré plusieurs semaines.

Sinon, des grandes grèves rassemblant des milliers de travailleurs, on n'en a pas vu dans cette période-là. Avant, il y avait eu des grèves assez dures au début des années 1960, où Renault avait licencié des milliers de travailleurs, autour de 3 000 je crois. La colère avait pris les travailleurs, qui étaient montés dans les bureaux,

avaient balancé du matériel de bureau par les fenêtres. Des leaders syndicaux de la CFTC et de FO avaient été licenciés et des travailleurs également, avec promesse de réembauche : pas mal d'ailleurs avaient été repris par la suite. Entre cette période-là et 1968, il me semble qu'il y a eu un certain calme du point de vue des luttes sociales, à part un certain nombre de petits mouvements locaux comme celui dont j'ai parlé plus haut.

Le secteur où je me trouvais était assez jeune et se renouvelait. Les travailleurs restaient quelques mois et ensuite partaient ailleurs. Assez jeunes et plutôt déconneurs, il y avait une bonne ambiance…

MAI 1968 : LES PRÉMICES PUIS LES ÉVÉNEMENTS

Dans les mois et particulièrement dans les dernières semaines qui ont précédé Mai 68, cela discutait bien sûr, et puisque j'étais délégué je passais une partie de mon temps à parler avec les travailleurs. J'évoquais la possibilité d'un grand mouvement social qui pourrait démarrer comme en 1936, mais les travailleurs me disaient que non, que j'étais un peu fou, qu'on ne verrait jamais cela. Y compris un peu après que le mouvement avait déjà démarré, qu'il y avait eu des affrontements avec les flics, des bagarres dans la rue, des barricades ! J'avais droit à toutes les phrases un peu bateau que les gens sortent quand ils n'ont pas confiance dans la possibilité de la lutte collective, de la lutte d'ensemble. « On ne verra jamais plus un mouvement comme ça, c'est fini, c'était dans le temps. Aujourd'hui, avec les crédits, on ne peut pas se permettre de se lancer dans un mouvement qui dure » ; « Et puis les gens sont trop individualistes, ils ne pensent qu'à eux. »

Voilà le climat qui régnait avant le déclenchement. Cela m'a marqué car, quelques jours après, c'était la grève générale !

Dès le mois de janvier, des débrayages ont éclaté sur les chaînes du département 74. L'une des principales raisons en était la baisse d'une prime trimestrielle par rapport à l'année précédente. La baisse était de 150 francs, alors que le salaire de la quinzaine (à l'époque, les ouvriers

n'étaient pas mensualisés) était d'environ 400 francs pour un OS sur chaîne.

« *La lutte s'enracine* », titrait un tract CGT faisant état de diverses actions, certaines réelles et d'autres pour le communiqué, ne correspondant pas à une réelle mobilisation. CGT et CFDT appelaient à une nouvelle journée le 25 janvier.

FO militait contre, parlant de grèves bidon et d'actions stériles et folkloriques, tout en prônant, pour donner le change, l'exemple de la grève de la Saviem, société de construction de camions appartenant à Renault, qui venait de se dérouler à Caen, et parlant même de grève générale. Quelques débrayages sectoriels eurent lieu quand même.

En février 1968, un tract du PCF intitulé « *Halte aux provocateurs* » dénonçait alors les prochinois et les trotskystes. Il les qualifiait d'usurpateurs liés au pouvoir gaulliste. La CGT continuait de prétendre que la grève générale n'était pas possible, car les travailleurs immigrés des chaînes ne suivraient pas. En ce qui me concerne, je passais mon temps à discuter avec mes collègues de la nécessité d'imiter les étudiants. Sur les chaînes, l'ambiance n'était pas à la lutte. Pourtant, l'idée d'un mouvement plus large germait et faisait son chemin, notamment grâce à l'agitation étudiante, qui prenait une certaine ampleur depuis le mois d'avril.

Dans les derniers jours qui ont précédé le début de la grève de 68 – le mouvement étudiant a été comme un détonateur –, on a senti l'ambiance changer, la température monter, on discutait davantage. Dans l'Île, on sentait que ça venait, que ça montait, que des travailleurs commençaient à se réunir, à dire : « Pourquoi pas nous ?, Pourquoi ne se mettrait-on pas en grève ? »

LE DÉCLENCHEMENT DE LA GRÈVE

Tout a démarré avec la manifestation gigantesque du 13 mai. Après s'être vraiment fait prier, les syndicats, en particulier la CGT, avaient enfin organisé cette riposte, avec une manifestation gigantesque, de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau. Il y avait une foule très dense partout, dans toutes les rues adjacentes, bien avant le point de départ de la manifestation gare de l'Est. En ce qui me concerne, je n'avais jamais vu autant d'enthousiasme ni autant de monde. Les travailleurs de Billancourt y participèrent en masse. Pour la journée du 13 mai, la grève était vraiment massive, avec 80 % de grévistes chez les ouvriers.

Toute la semaine, l'ambiance était montée, surtout dans les milieux des jeunes ouvriers dans les départements de professionnels, mais aussi parmi les OS. Le moral évoluait également sur les chaînes, où la grève générale devenait envisageable pour les mêmes qui n'y croyaient pas quelques jours auparavant. Il faut dire que tout le monde voyait la poursuite du mouvement des étudiants, leur combativité et la répression policière. On se demandait souvent : « Pourquoi ne pas faire comme eux ? » J'avais de plus en plus de discussions allant dans ce sens.

Chez Sud-Aviation, puis chez Renault Cléon le 15 mai, les ouvriers ont occupé les usines. Puis Renault Flins s'est mis en grève, et les nouvelles allaient vite. À Billancourt, c'est le 16 mai que tout s'est joué. Après la nouvelle de l'occupation de Renault Cléon, les jeunes se sont répandus dans les ateliers et ont fini par se rassembler au carrefour Zola, près de l'infirmerie, en scandant le slogan « Occupation ! »

Hillibert, un responsable connu de la CGT, a alors pris la parole. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'au

regard de la détermination des jeunes son discours était très temporisateur. En gros, il leur demandait de rejoindre leurs ateliers et d'attendre la décision de la CGT, dont la commission exécutive allait se réunir le soir même et prendre les dispositions voulues.

Alors que Cléon se mettait en grève avec occupation, le jour même, un tract demi-format de la CGT parlait *« de discuter et de se prononcer sur l'éventualité d'un nouveau mouvement d'ensemble limité de toute l'usine dès le début de la semaine prochaine, pour exiger l'ouverture de négociations »,* etc. Il n'était donc nullement question d'occupation dans les intentions des dirigeants de la CGT.

De toute façon, ce discours fut totalement inefficace puisque les jeunes, manifestant à travers les différents secteurs de l'usine en criant « Occupation ! », la déclenchaient effectivement. En ce qui me concerne, je suis alors remonté dans l'Île pour alerter mes camarades de travail sur ce qui était en train de se passer à l'extérieur de l'Île.

Instantanément, les jeunes ont pris les choses en main et fermé les portes de l'Île. Nous avons déplacé des voitures pour les mettre devant les portes et bloquer les issues. Aussitôt, nous nous sommes installés à l'entrée du Bas-Meudon, prenant possession des lieux, et nous préparant à accueillir les cortèges étudiants. Mise devant le fait accompli, la CGT a pris le train en marche, mais a aussi pris rapidement les choses en main après un premier moment de flottement.

Les étudiants sont bien venus, mais à un autre endroit, quai de Stalingrad, où la CGT avait déjà pris place, fermé les grilles et commencé à parler de protéger l'outil de travail et d'empêcher toute provocation. Pour cela, il s'agissait d'interdire toute entrée aux personnes étrangères à l'usine, et donc aux étudiants qui, de fait,

restèrent bloqués derrière les grilles. Il y eut des échanges quelque peu houleux. C'était une première forme de confrontation entre les militants PC/CGT et les jeunes ouvriers qui ne comprenaient pas cet ostracisme vis-à-vis des étudiants.

La grève a duré trente-trois jours, avec occupation de l'usine. Mais, de fait, les militants PC/CGT sont restés, du début à la fin, en position de diriger le mouvement et donc d'en dessiner l'issue. On peut dire que l'occupation de l'usine a été entièrement prise en main par la CGT, y compris pour les tours de garde de nuit, auxquels nous participions. Si les jeunes avaient envie de jouer un rôle actif, nous, les quelques camarades de Voix ouvrière à l'époque, nous n'étions pas capables d'imposer un comité de grève.

Aussi, assez rapidement, ils eurent envie d'autre chose, notamment d'aller à la Sorbonne ou dans les manifestations étudiantes, où il se passait bien des choses. D'autant plus que la CGT continuait à calomnier les gauchistes, comme tout ce qui se passait à la Sorbonne… en gros tout ce qui lui était étranger et qu'elle ne contrôlait pas. Et, quand l'occasion se présentait, les violences physiques des militants PC/CGT contre les groupes gauchistes se poursuivaient.

Oui, cela refroidissait un petit peu l'enthousiasme, parce que le sentiment spontané des jeunes qui avaient été à l'initiative de l'occupation était une certaine sympathie vis-à-vis de ce qui se passait à l'extérieur de la boîte, vis-à-vis du mouvement étudiant, des bagarres avec les flics. L'attitude de ceux qu'on appelait les « staliniens » (cadres CGT et PCF) consistait à freiner, à refroidir les ardeurs des jeunes, à bien fermer l'usine et à empêcher ce qu'ils appelaient l'infiltration d'éléments extérieurs.

Les staliniens n'étaient pas en dehors du coup, même s'ils freinaient pour que cela ne se passe pas d'une façon incontrôlée. Ils étaient prêts à réagir. Ils pouvaient mobiliser de nombreux militants, pas autant que par la suite car il y avait moins de postes de délégués qu'après 1968, mais ils en avaient quand même plus d'une centaine et puis un très grand nombre de gens mobilisables sur-le-champ.

À l'époque, Halbeher, leader et secrétaire de la CGT, était permanent. Il était relativement jeune, une trentaine d'années, je crois. Il avait succédé à Poperen, qui était encore secrétaire de la CGT quand j'ai adhéré en 1966. Halbeher était aux effectifs du département 37, au département d'outillage des presses.

Fermer les portes, c'était une façon pour les responsables CGT de contrôler, de faire en sorte que tout passe par eux, qu'il n'y ait pas d'autre initiative que la leur, que ce soit la CGT et elle seule qui dirige de bout en bout. Dès les premiers jours de l'occupation, les jeunes s'étaient rendu compte de la pesanteur qui s'installait.

Une anecdote : avec une bande de jeunes, on avait repéré un drapeau tricolore sur une grue, sur un chantier qui n'était pas loin. On avait pris le drapeau tricolore, du moins sa partie rouge, et on l'avait accroché à la porte du Bas-Meudon. Cela paraissait naturel à tous les jeunes. Mais cela avait fait un scandale chez les responsables CGT, qui se revendiquaient au moins autant du drapeau tricolore que du drapeau rouge. Cela m'a valu un de mes premiers accrochages. Ce n'est pas à cette occasion qu'ils ont découvert que j'appartenais au courant de Voix ouvrière, c'est un peu plus tard, mais c'était déjà une première bagarre. Et pas seulement contre moi, mais aussi contre les jeunes qui spontanément avaient repris le drapeau rouge comme emblème à placer à la porte. Scandale,

non pas tant parce qu'on avait mis le drapeau rouge, mais parce qu'on avait osé déchirer le drapeau tricolore pour s'approprier la partie rouge !

Leur attitude par rapport aux étudiants n'avait pas plu à tout le monde, il y avait eu des engueulades. Tout cela avait déjà commencé à créer une certaine tension dans les relations entre les jeunes les plus combatifs et l'appareil militant de la CGT qui s'opposait à toutes les initiatives qui ne venaient pas de lui.

Nous, nous avions un peu profité de la situation, dans la mesure de nos petits moyens de l'époque. On réunissait pas mal de monde, on essayait de discuter avec les jeunes qui étaient les plus combatifs : vingt, trente personnes.

Cela répondait à un certain besoin de ces jeunes, qui voulaient autre chose. Il n'y avait pas d'assemblées générales. Il y avait certes de grands rassemblements, de grands meetings dans l'île Seguin, avec des discours syndicaux classiques. Au début, le ton pouvait être un peu va-t-en-guerre, affirmant qu'il faudrait aller jusqu'au bout, qu'on ferait céder la direction. Au moment de la conclusion des accords de Grenelle, c'est là aussi que l'essentiel s'est passé, dans l'Île.

Les discussions tournaient souvent autour de l'unité syndicale – pourquoi cette division ? – et aussi sur la démocratie et la liberté d'expression. Une affiche, éditée par la CGT et placardée un peu partout dans Boulogne valait son pesant d'or. Cette « *mise en garde contre les publications distribuées par des éléments recrutés dans les milieux étrangers à la classe ouvrière* », c'est-à-dire contre les gauchistes, était un monument de calomnie et d'amalgame.

LA POLITIQUE DE LA DIRECTION

À Flins, dans les Yvelines, le vendredi 7 juin, la direction a lock-outé l'usine et tenté de faire expulser les travailleurs. Nous avons été mis au courant et nous sommes allés à plusieurs dizaines soutenir nos camarades. Les CRS bloquaient l'entrée de l'usine. Les pierres volaient vers eux, de nombreux groupes gauchistes étaient là, et aussi pas mal de travailleurs de Flins. Les CRS ont fini par charger, puis cela a été la débandade, avant une course effrénée, dont je me souviens bien, dans les champs autour de l'usine, pour leur échapper.

Ils ont recommencé quelques jours plus tard, avec cette fois des conséquences dramatiques puisque le 10 juin un jeune lycéen, Gilles Tautin, s'est noyé en tentant de leur échapper.

Un tract du PC du 7 juin commentait ainsi les événements de Flins : « *Des groupes étrangers se sont introduits parmi les travailleurs rassemblés aujourd'hui pour les inciter à réoccuper l'usine. C'est Geismar qui était à leur tête. Il est à signaler que celui-ci, dès la première grenade éclatée, s'est empressé de s'enfuir à bord de sa voiture de sport verte.* » Évidemment, il s'agissait de calomnies grossières[2].

À Billancourt, la direction n'a pas eu la même politique musclée qu'à Flins, mais elle n'est pas restée inactive. Pendant toute la durée de la grève, elle a organisé des lieux de rencontre dans les cafés de Boulogne, voire de communes avoisinantes, pour tenter de faire signer aux travailleurs, surtout aux mensuels comme on

2 Au début du mouvement de mai 1968, Alain Geismar, proche du mouvement maoïste, était secrétaire général du SNESup (le principal syndicat de l'enseignement supérieur) et l'un des leaders de la contestation avec Daniel Cohn-Bendit et Jacques Sauvageot.

appelait alors les employés de bureau, un document où ils se déclareraient non-grévistes. Elle voulait se servir de ces signatures obtenues auprès des employés pour montrer que tout le monde n'était pas d'accord avec la grève. Je ne sais pas exactement ce que cela a donné, mais il est probable qu'un certain nombre de salariés aient joué le jeu pour toucher leur salaire.

VERS LA REPRISE DU TRAVAIL

Les discours syndicaux se tenaient sur une passerelle élevée qui surplombait l'immense esplanade de l'Île qui, à ce moment, n'était pas encore encombrée de chaînes aériennes. Il faut rappeler que, dans leur grande majorité, les ouvriers faisaient plutôt la grève à la maison, seuls quelques centaines de militants occupant véritablement l'usine. Mais lors des grandes échéances ils venaient en masse. C'était le cas ce jour-là, le 27 mai, où l'esplanade était remplie.

Ils étaient tous là, de Séguy et Frachon pour la CGT (un expert, Frachon, il avait déjà paraphé les accords Matignon en 1936 !) à Descamps pour la CFDT, en passant par Bergeron pour FO. Tous avaient participé aux discussions de Grenelle et tous étaient d'accord pour faire reprendre le travail aux dix millions de grévistes sur la base du résultat de ces discussions. Sûrs de leur coup, ils avaient choisi Billancourt pour tenter d'entraîner tout le pays vers la reprise du travail. Et pour la CGT, c'était sa place forte.

C'est Georges Séguy qui a annoncé la couleur et qui a tenté de faire approuver ces accords au rabais : rien sur la retraite, rien sur le retour aux 40 heures, des augmentations de salaire, certes, de 7 % et 3 % en octobre, donc 10 % en tout, mais qui incluaient des augmentations déjà

programmées depuis le début de l'année, 50 % des heures de grève indemnisées, mais récupérables.

Pour les travailleurs, il n'y avait rien de réellement significatif pour changer la vie et l'exploitation. Néanmoins, pour les syndicats, il y avait dans les accords de Grenelle des avantages pour leurs organisations. Ils avaient ainsi obtenu la création des délégués syndicaux, nommés par les syndicats eux-mêmes, avec des heures de délégation supplémentaires, sans compter la reconnaissance de la section d'entreprise.

Des miettes, en quelque sorte. Et nous, les militants, avions honte de présenter ce bilan ridicule comme acceptable, après un peu moins de deux semaines de grève. Nous ne nous étions pas mis en grève pour de telles misères ! Les oreilles de Séguy ont sifflé un bon moment, il n'a pu continuer son discours, couvert par les huées d'une grande partie de l'assistance. Cela a duré de nombreuses minutes.

La reprise du travail était repoussée, et Séguy l'avait bien compris. Il a tenté alors de renverser la vapeur et a déclaré avec un culot monstre que rien n'était signé et que, dans la mesure où c'était la volonté des travailleurs, la grève continuait. Plus tard, Séguy affirma que ce n'était pas lui que les travailleurs avaient sifflé, mais les accords eux-mêmes. Aujourd'hui, cette thèse est largement reprise par la CGT, qui repeint l'histoire de sa propre couleur. Cet épisode est relativement connu.

Celui qui l'est moins, c'est le meeting qui a mis fin à la grève. C'était trois semaines plus tard, le 17 juin. Entre-temps, la CGT avait poursuivi les discussions avec Dreyfus, le PDG de Renault. Elle était parvenue à obtenir quelques broutilles sur la réduction du temps de travail et sur les libertés syndicales dans l'entreprise. Mais elle avait surtout mis tout son poids militant pour faire

reprendre le travail, en affirmant par exemple que continuer le mouvement aurait été irresponsable, puisque le travail avait repris ailleurs. « Nous n'allons pas rester seuls en grève », faisait-elle dire à ses militants. Ils nous disaient de ne pas écouter les sirènes gauchistes qui voulaient nous mener à l'aventure, etc. Ce discours de division est connu car il fut identique dans bien des entreprises, et c'est cela qui fut le principal responsable de la fin du mouvement de grève.

Il s'agissait maintenant d'être « responsable », il fallait que le calme revienne, et que les élections législatives se déroulent dans un climat serein… En fait, la CGT brisait le mouvement pour l'échanger contre un bulletin de vote. Tout cela pour que, au bout du compte, la gauche essuie une déroute sur le plan électoral, le terrain qu'avait choisi de Gaulle.

Le 17 juin, ce n'est plus Séguy qui a pris la parole, mais Aimé Halbeher, dirigeant de la CGT Billancourt. Krasucki, responsable confédéral CGT, était également présent. Il s'appuyait sur un vote majoritaire, que la CGT avait fini par obtenir à force de pressions et de mensonges, pour faire reprendre le travail. La prise de parole se fit non pas du haut de la passerelle, comme cela avait toujours été le cas pendant la grève, mais sur l'esplanade. Les huées furent bien plus importantes encore que contre Séguy et les accords de Grenelle, et durèrent plus longtemps. Il y eut des bousculades et même des coups. La forte minorité de travailleurs qui était contre la reprise en avait gros sur la patate : on ne s'était pas battu cinq semaines pour obtenir aussi peu, et les noms d'oiseaux fleurirent à l'encontre des responsables CGT.

C'est ainsi que se termina le mouvement de mai-juin 1968 à Billancourt. Toute à son hypocrisie, la CGT affirmait pour se dédouaner que la lutte continuait sous

d'autres formes. Elle subit un peu les conséquences de sa trahison de la grève aux élections de délégués suivantes, où elle perdit 8 % des voix au profit de la CFDT.

Juste après le mouvement de grève, le 13 juin, Voix ouvrière fut dissoute en tant qu'organisation, tout comme les autres organisations d'extrême gauche. Pour continuer à nous exprimer politiquement, nous avons alors modifié le titre de notre tract : il s'appelait désormais *Le Porte-Voix*. Ces tracts portaient sur différents sujets autour de la grève. L'un des titres était par exemple : *« Il faut continuer la grève ! »*, alors que la reprise se profilait sous la pression de la CGT.

RELATIONS AVEC LA CGT

En ce qui me concerne, mes démêlés avec la CGT ont alors commencé. Avec les collègues de mon secteur, j'avais fait circuler une pétition contre le pointage. On avertissait la direction qu'à partir de telle date on ne pointerait plus. Je fus convoqué au syndicat, où l'on m'accusa d'aventurisme, me reprochant de ne pas avoir réuni les syndiqués ni averti le syndicat de cette initiative avec laquelle de toute façon il n'était pas d'accord. Qu'on prévienne la direction de notre refus de pointer était sans doute ce qui avait le plus irrité les responsables CGT. Il s'ensuivit une affiche signée du bureau du syndicat CGT de Renault, intitulée *« Renforçons la vigilance »* et exprimant une *« Mise en garde de mai »*. De quoi s'agissait-il ? Cette nouvelle affiche accusait en gros les groupes d'aventuriers gauchistes d'avoir fait perdre les élections aux forces de gauche, *« les gaullistes ayant utilisé les émeutes organisées avec les groupes gauchistes pour effrayer l'opinion publique contre une soi-disant subversion communiste »*. Dans la même veine, un tract du PCF, datant de juillet 1968, expliquait les causes de la

défaite par l'absence d'union de la gauche, mais surtout par la faute de tous ces gauchistes qui avaient effrayé une partie de l'opinion publique.

Les élections professionnelles d'octobre 1968 illustrèrent de manière particulièrement précise les pratiques du PC et de la CGT à l'égard des militants « gauchistes » que, de leur point de vue, nous étions. Aujourd'hui, les ratures du nom d'un candidat sur la liste d'un syndicat ne sont pas prises en compte si leur nombre est inférieur à 10 % des suffrages obtenus par cette liste. Mais, à l'époque, une seule rature faisait perdre des places dans la liste. Les militants CGT/PCF ayant fait rayer mon nom 120 fois, je me suis retrouvé tout en bas de la liste. Je n'étais plus en position éligible pour un mandat de délégué du personnel.

Durant ce même mois de décembre, une manifestation regroupant 7 000 à 8 000 ouvriers dans Boulogne fut rejointe par plusieurs centaines d'étudiants, malgré l'opposition musclée de la CGT et des gros bras du PC. Du coup, le caractère de la manifestation passa du train-train habituel des marches syndicales à quelque chose de plus dynamique, avec *l'Internationale* largement reprise.

Pour conclure sur les événements de Mai 68 à Billancourt, disons qu'il a été impossible d'organiser un comité de grève durant le mouvement. De fait, ni nous ni aucun autre groupe n'était en situation de l'imposer à la CGT/PC. S'il ne s'agissait pas d'une situation révolutionnaire, loin de là ; le mouvement aurait pu évoluer et le devenir. Mais il n'y avait pas le parti révolutionnaire capable d'offrir ces perspectives. Seuls le PCF et la CGT étaient en mesure d'imposer une politique. Ils le firent dans le sens le plus réformiste. Pour ces dirigeants, responsables surtout devant la bourgeoisie, il fallait faire en sorte que le travail reprenne, que la grève cesse, que le calme revienne

et que l'on puisse voter dans les meilleures conditions possibles pour qu'enfin la gauche parvienne au pouvoir. Voilà ce qu'ils défendaient.

SUR LE PLAN DE LA PRODUCTION

Après 68, après la grève, il y a eu le démarrage de la R6, le passage en deux équipes d'une chaîne, un peu plus tard celui de l'autre chaîne : c'était une augmentation de la production assez importante, avec au plus fort un peu plus d'un millier, onze cents voitures fabriquées par jour, entre les R4 et les R6. Le bureau d'embauche tournait donc à plein régime, avec l'embauche massive notamment de travailleurs immigrés

Ceux-ci étaient déjà nombreux : ils formaient la majorité des ouvriers sur chaînes, des OS en quelque sorte. Mais, à partir de cette période-là, une nouvelle génération d'immigrés est arrivée, surtout des Maghrébins. La direction de Renault a fait la même chose que celle de Citroën : elle est allée chercher de la main-d'œuvre au fin fond de certains villages d'Afrique du Nord et la population de l'usine a un peu changé. La plus forte immigration a été algérienne et marocaine.

En même temps, après 1968, on a eu aussi un afflux de chefs venus de Citroën. Il y avait eu des licenciements, en particulier d'agents de maîtrise. Certains, qui sont arrivés chez Renault, ont importé les méthodes Citroën, si l'on peut dire.

Et d'ailleurs, en 1968-1969-1970, dans toutes ces années où la production a marché à fond et augmentait sans cesse, avant que la crise pétrolière n'arrive, les relations entre maîtrise et ouvriers se sont sacrément durcies, sans être ce qu'elles étaient à Citroën.

Même si c'était toujours Dreyfus qui était PDG de la Régie, même s'il tenait à donner une sorte d'image

d'« usine vitrine », pilote dans le domaine social, il y avait loin entre cette image et la réalité. Sur les chaînes, les relations maîtrise-ouvriers étaient assez dures et elles le devenaient de plus en plus au fur et à mesure que la Régie avait besoin d'intensifier sa production, de fabriquer plus de voitures. Comme elle les vendait comme des petits pains pendant toute cette période, il fallait faire travailler les ouvriers, et la direction n'avait pas d'autres moyens – elle ne connaissait que celui-là en tout cas – que d'avoir une maîtrise répressive, assez primaire, qui était là pour faire marner son monde et qui gouvernait la production à coups d'avertissements, de sanctions et même de licenciements. Car il y en avait beaucoup, des licenciements disciplinaires : une soixantaine une année, une centaine une autre.

DÉMÊLÉS AVEC LA CGT… PUIS AVEC LA DIRECTION

Après les élections professionnelles d'octobre, je m'étais donc retrouvé sans mandat : pas exclu de la CGT, mais écarté du syndicat. Et la direction en a profité pour me chercher des noises. Déjà avant 1968 il y avait eu des petits mouvements dans mon secteur, ce qui était quand même assez inhabituel, et j'avais, depuis, des relations tendues avec ma maîtrise directe.

Un contremaître arrivant de Citroën avait donc été chargé de me surveiller et de trouver des prétextes pour me virer. Il m'avait isolé dans un coin, sur une petite chaîne moteurs, où j'avais un travail relativement tranquille. Ce n'était pas un travail à 100 %. Je contrôlais des moteurs, j'effectuais des prélèvements et des réglages de culbuteurs. J'avais donc un petit peu de temps, je jetais un coup d'œil sur le journal. Il m'a surpris une fois, deux

fois. Et la troisième fois il m'a donné un dernier avertissement avant renvoi et trois jours de mise à pied.

De toute évidence, mon licenciement était au bout et il devenait urgent de retrouver une protection syndicale. C'est alors que la CFDT me proposa un poste de délégué syndical ; plus tard je fus élu délégué du personnel sur les listes CFDT ; et cela dura dix-sept ans, mais cela est une autre histoire !

J'étais militant et c'est pour ça que ce chef me cherchait des poux dans la tête. Mais, cela dit, c'était vis-à-vis de l'ensemble des OS que la maîtrise avait cette attitude intraitable. L'objectif c'était, comme disaient les chefs, de faire « suer le burnous » aux ouvriers, de les faire produire, d'augmenter les cadences, les charges de travail. Les cadences infernales : c'était une réalité, pas qu'une formule.

C'était déjà auparavant la politique de la direction et, avec une population d'immigrés nouvellement arrivés dans le milieu ouvrier, c'était une façon d'assurer leur apprentissage de l'exploitation.

À l'époque, les immigrés ne venaient pas forcément pour vingt ans en France. Ils se relayaient. Trois ans, quatre ans. Un frère ou un cousin suivait. Cela a beaucoup changé à partir de 1973, au lendemain du premier choc pétrolier et de la fermeture du bureau d'embauche. Les OS le devenaient à vie.

Tous les immigrés qui étaient encore là quand l'usine a fermé, en 1992, avaient quasiment autant d'ancienneté que moi : entre quinze et vingt ans en majorité.

LES GRÈVES D'OUVRIERS SPÉCIALISÉS

Cette période-là, de 1971 à 1975, c'était la période des grèves d'OS, des grèves contre des conditions insupportables, des grèves pour la dignité. Ces grèves portaient sur les salaires, sur les injustices liées aux études de postes, à la taylorisation poussée à l'extrême.

Les grèves d'OS, déclenchées par des minorités, fonctionnaient comme des grèves bouchons sur l'ensemble des usines et provoquaient des arrêts en chaîne… c'est le cas de le dire. C'étaient de petites grèves, mais qui faisaient beaucoup de bruit parce que des usines entières s'arrêtaient.

LA GRÈVE DE 1971

Après 1968, la grève de 1971 n'a pas été la première grande grève, car il y en avait eu une autre, en 1969, qui n'avait pas eu lieu à Billancourt mais au Mans dans l'atelier du GG, sur la chaîne de montage des trains avant. Elle avait été déclenchée par une injustice criante au niveau du salaire. D'un bout à l'autre de la chaîne, deux ouvriers qui faisaient à peu près le même travail mais ne faisaient pas les mêmes gestes avaient des payes différentes, suite à des études de poste décidées par la direction, par ce qu'on appelle les MDT (mesures des temps). La grève avait éclaté en partie à cause de ça, de ce sentiment d'injustice. Elle avait eu des conséquences à Billancourt, en particulier cela avait entraîné un lock-out qualifié par la direction de chômage technique.

En 1971, à Billancourt, au début de l'année, il y avait eu déjà, comme relativement souvent, des petits mouvements localisés. En janvier donc, il s'agissait d'une grève spontanée, disons un débrayage de deux jours, à la suite d'erreurs sur la feuille de paye. Cela exprimait en réalité un mécontentement sur la paye en général, et pas seulement sur des erreurs. Mais c'était ces erreurs qui avaient provoqué une bouffée de colère, sur des chaînes de l'Île, en Sellerie et en Mécanique. Cela avait duré deux-trois jours, et à cette occasion – c'était révélateur de l'attitude de la direction – deux travailleurs avaient été licenciés et une dizaine d'autres avaient eu trois jours de mise à pied.

Un peu plus tard, en avril 1971, de nouveau au Mans, une grève était partie d'un atelier de transmissions, qui concernait 82 ouvriers. Au début – encore une trouvaille des responsables CGT – c'était trois quarts d'heure de grève et un quart d'heure de travail, et cela a duré comme ça pendant une quinzaine de jours. Plus tard, en 1973, les dirigeants de la CGT nous ont servi un autre modèle de grève, la « grève de l'enthousiasme » (une sorte de grève du zèle).

Mais là donc, au Mans, c'était déjà quelque chose de nouveau : une grève catégorielle, ou disons sectorielle puisqu'elle ne concernait que 82 ouvriers. Elle a duré quinze jours. C'était pour une augmentation de salaire mais sur un problème de coefficient. Les travailleurs réclamaient une augmentation de leur coefficient. Et comme cela ne pouvait pas durer éternellement, et que la direction menaçait de sanctions, finalement, à la fin du mois d'avril ou début mai, ils ont décidé l'occupation de l'usine. Cela a eu des conséquences sur Billancourt, puisque Le Mans était une usine en amont sur le plan de la production. Ils produisaient des transmissions, des bras de roue, différentes pièces qui approvisionnaient

d'autres usines. Et la direction, une des premières fois après 68, a utilisé l'arme du lock-out. Elle a lock-outé Le Mans, mais aussi Cléon, Flins et Billancourt.

À Billancourt, cela s'est traduit finalement par une occupation. Les dirigeants CGT étaient contre. Ils se sont fait sacrément prier pour que ça se décide. Cela a été emporté sous la pression d'une bonne partie des travailleurs et des autres syndicats qui refusaient le chantage de la direction. La CFDT à l'époque était pour que les travailleurs se déclarent grévistes plutôt que d'attendre d'être lock-outés par la direction et de se retrouver en situation de faiblesse.

Finalement, face à la menace de lock-out, au début du mois de mai, les syndicats ont pris les devants, et l'usine a été occupée.

C'était encore une drôle d'occupation. Les portes étaient gardées. Aucune production ne sortait, évidemment. Mais les mensuels n'étaient pas concernés par l'occupation, c'est-à-dire que ceux qu'on appelle les ETDA (employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise) entraient dans l'usine, y compris la maîtrise. La hiérarchie entrait, même par les portes gardées par les militants syndicalistes ou par les ouvriers. C'était une situation pour le moins bizarre, d'ailleurs mal supportée par le milieu un peu combatif qui trouvait cela totalement anormal.

Le lock-out, ou plus exactement l'occupation que la menace de lock-out avait déclenchée, avait donc été entraîné par une grève « bouchon » de 82 travailleurs au Mans. La direction avait essayé d'utiliser l'arme du lock-out, comme toujours, pour essayer d'opposer les travailleurs de l'ensemble de la Régie, qui risquaient de ne pas toucher leur paye, à ces 82 grévistes qui s'acharnaient et s'obstinaient dans leur idée fixe. C'est précisément ce

but-là que recherchait la direction en menaçant de ne pas payer les gens…

L'occupation, en réponse au lock-out, manifesta la solidarité des travailleurs avec les grévistes du Mans.

À la suite de ça, des discussions sur la refonte de la grille des salaires se sont engagées entre les syndicats et la direction. Cela n'est pas allé bien loin. Ils ont seulement remonté de quelques points chaque coefficient. La grille a un peu changé de niveau mais cela n'avait pas beaucoup d'incidences sur les salaires, simplement sur le paiement des primes. Mais les discussions ont encore duré quasiment tout le mois de mai.

Pour Le Mans, du début de l'occupation à la fin de la grève, cela a duré cinq semaines. Et pour Billancourt, il y a eu trois ou quatre semaines d'occupation.

La CGT a eu l'initiative, mais pas tout à fait. C'était la première grève après 68 avec des petites tentatives d'organisation indépendante des syndicats. Il y a eu des comités de grève – certes pas comme on voudrait qu'ils soient – mais dans un département de professionnels (77, Entretien) des militants d'extrême gauche, en particulier des militants de l'OCI (l'Organisation communiste internationaliste, dont le dirigeant à cette époque était Lambert), avaient impulsé quelque chose qui ressemblait à un comité de grève. Et nous aussi, de notre côté, au niveau du département 74 et du département 12 – même si c'est un peu présomptueux de dire que c'était au niveau de l'ensemble de ces deux départements –, nous avons contribué à ce que les milieux un peu combatifs de ces deux départements se regroupent dans un secteur du Bas-Meudon et forment une sorte de comité de grève, qui ne dirigeait pas véritablement mais qui animait le mouvement et contestait l'hégémonie de la CGT. Il y avait des panneaux, des coupures de presse, de petites

assemblées qui rassemblaient 150 à 200 personnes. Une certaine démocratie s'était instaurée, une petite vie. Ce n'était pas sans poser de problèmes avec les staliniens et, à deux reprises, cela avait été à deux doigts de l'affrontement physique.

Une fois, ils avaient débarqué avec deux fourgonnettes et une vingtaine ou une trentaine de militants CGT qui avaient prétendu que c'était « le bordel », que c'était une petite Sorbonne, et ils avaient essayé de vider ce qu'ils considéraient comme un abcès.

On s'était installé au réfectoire du Bas-Meudon. C'est là qu'on se regroupait, qu'on se réunissait. Il y avait nos copains de Lutte ouvrière et aussi des militants maoïstes, qui étaient déjà entrés dans l'usine à cette époque-là. C'était une grève vivante et animée. Pour ce qui est des actions entreprises, il n'y a pas eu grand-chose. C'est quand même la CGT qui dirigeait ou chapeautait tout, et ce n'était qu'une grève consécutive à celle du Mans.

Les dirigeants de la CGT n'étaient pas partisans de l'occupation. Dans leurs tracts de l'époque, ils parlaient toujours de complots : il fallait « déjouer le complot ». Ils parlaient à plusieurs reprises des aventuristes qui voudraient voir des grévistes là où il n'y avait que des chômeurs. Les militants de la CGT avaient certes fini par organiser l'occupation, par y appeler, mais avec beaucoup de réticence. C'est évidemment leur appel qui avait déclenché l'occupation, mais cet appel s'était fait aussi sous la pression d'une minorité combative, de la CFDT entre autres, en plus de la pression exercée par les menaces de lock-out de la direction.

Les travailleurs combatifs tentèrent de changer le caractère de cette occupation, où les chefs et les cadres entraient et sortaient comme ils voulaient. Des comités d'accueil se formaient, surtout à la porte du Bas-Meudon

et à une ou deux autres portes : comités d'accueil avec plaisanteries qui fusaient, des gens qui se rassemblaient histoire de se payer un peu la tête des chefs, parce que la maîtrise – avec l'accord de la CGT, car c'est elle qui avait choisi cette situation – avait pris le prétexte de réunions de cadres pour entrer dans l'usine. Et quand nous ou des copains d'autres tendances protestions contre cela, les responsables de la CGT nous taxaient d'aventuristes, de « fouteurs de merde ». Cette situation assez tendue a duré quasiment tout le mois de mai. Et la CGT bien stalinienne qu'on connaît, ou qu'on connaissait à l'époque, avec ses gros bras, ne tolérait pas la moindre opposition. Il a fallu pourtant qu'ils fassent avec. Ils ont dirigé les opérations du début à la fin, puisque ce sont eux qui ont négocié, mais tout ne s'est pas passé comme ils l'auraient voulu. Ils ont négocié et abouti avec la direction à une espèce de compromis qui n'était pas satisfaisant. Comme ils n'avaient pas l'intention que ça se poursuive trop longtemps, ils ont présenté les résultats de façon très positive, alors qu'il n'y avait pas grand-chose. De plus, les ouvriers du Mans étaient pénalisés par la direction, qui avait choisi de leur infliger une sanction sur la paye : très peu d'heures de grève avaient été payées et ils avaient été les seuls à ne pas toucher la prime trimestrielle qui tombait à ce moment-là. Alors que, dans les autres usines, jouant sur l'ambiguïté entre lock-out ou fausse occupation, il n'y avait pas eu de pénalisation sur la prime.

À PROPOS DE CEUX QU'ON APPELAIT LES MAOS

Ils avaient commencé à se faire embaucher en 1969-1970. Je me souviens d'un certain nombre d'entre eux. Ils étaient plusieurs dizaines, la plupart étaient des intellectuels issus de milieux petits-bourgeois, et même

plutôt bourgeois : Christian Riss, Aboulker, Thureau… C'étaient de jeunes hommes, entre vingt et vingt-cinq ans, qui avaient un bagage. Certains venaient de la rue d'Ulm, de l'École normale supérieure.

Ils n'avaient pas pour politique de passer inaperçus et de se faire oublier dans les endroits où ils étaient. Ils ont mené assez rapidement – sans attendre des semaines et des mois – des initiatives qui les ont fait repérer. Ils avaient des théories à l'emporte-pièce. Ils pensaient qu'on était dans une période vraiment révolutionnaire, où il suffisait d'avoir des militants qui aient de la gueule et qui proposent des choses justes aux ouvriers pour que les idées qu'ils défendaient soient automatiquement reprises et suivies. Alors ils ne craignaient pas la répression ! Leur théorie, c'était de dire « un qui tombe, dix qui se lèvent ». Ils faisaient donc entrer du monde dans l'usine, par vagues. Si la première vague était refoulée, une autre suivait derrière, et puis voilà. C'était leur façon de faire. Deux ou trois s'étaient fait embaucher sous une fausse identité et certains ont été licenciés par la suite pour fausse déclaration à l'embauche.

Ils étaient assez sympas, pour un certain nombre d'entre eux, mais têtus comme des mules. J'avais le contact avec eux. Je discutais mais ils ne voulaient rien entendre. Quelquefois, quand les faits montraient qu'ils avaient tort, ils arrivaient à reconnaître après coup que ce que j'avais dit auparavant pour les conseiller était juste. Mais cela ne les empêchait pas de recommencer, une semaine ou quinze jours après, à faire une connerie, à nos yeux, dans leur façon de se présenter, de considérer la classe ouvrière. Dans leurs écrits et leurs tracts, leur façon d'agir et de se comporter était vraiment très populiste, leur langage aussi, un peu méprisant vis-à-vis des ouvriers. Ils avaient décidé d'écrire leurs tracts comme

ils pensaient que les ouvriers parlaient : des tracts volontairement pas très bien écrits, pleins de fautes d'orthographe, techniquement assez moches. Et ils utilisaient volontairement un langage ordurier. Ils diffusaient aux portes – pas les militants de la boîte – mais ils diffusaient aussi à l'intérieur de l'usine, et ça circulait vite. Ces maos de la Gauche prolétarienne étaient plutôt anars ; ils ne faisaient pas de grosses théories sur le marxisme-léninisme, même s'ils s'en réclamaient. *Le Petit livre rouge* était leur outil de propagande et ils se réclamaient de la Révolution culturelle en Chine.

Ils choisissaient un certain type d'actions. Comme pour la cantine. À l'époque c'était la CGT, ou plutôt le CE (comité d'entreprise) où la CGT était très largement majoritaire, qui gérait la cantine. Ils avaient déjà des problèmes de gestion. C'était une époque inflationniste et ils étaient contraints de temps en temps d'augmenter les prix. Évidemment, les ouvriers protestaient, ou du moins râlaient contre l'augmentation des prix. Les maos ont pensé que ce serait un terrain où ils pourraient s'engouffrer, un bon terrain de lutte. Ils ont donc mené toute une propagande là-dessus. Cela a été une des premières bagarres où ils se sont affrontés assez violemment avec la CGT. Ils sortaient assez régulièrement des tracts, avec des petits dessins montrant par exemple un camembert découpé en morceaux, combien il coûtait dans le commerce et combien on le payait à la cantine, et ils dénonçaient ainsi le scandale des prix de la cantine. Bien sûr, une petite minorité d'ouvriers les suivaient sur ce terrain et ils étaient tout à fait décidés, eux, à provoquer des incidents là-dessus. Si des plats ont commencé à voler dans les box, c'est souvent à leur initiative. Cela prit une certaine dimension.

C'est à la suite de ces petites bagarres qu'on a vu la CGT et le PC mobiliser 100 ou 150 militants, pas seulement de Billancourt mais de différentes usines, pour venir chercher un des leaders maoïstes, Aboulker, qui travaillait sur la chaîne en Sellerie. Ils l'ont sorti de l'usine, expulsé, ramené à l'extérieur. Deux jours après, la direction a complété le travail en licenciant Aboulker comme fauteur de troubles.

Les maos avaient donc appelé les ouvriers à protester, à refuser de payer les augmentations. Certains en effet avaient payé à l'ancien tarif, ou pas payé du tout. Les serveuses étaient coincées entre les gestionnaires de la cantine et les consommateurs et avaient peur d'avoir à payer de leur poche. Cela aboutissait à ce genre de situation. Cela pour dire que les tracts des maos, leurs petits dessins assez grossiers sur la CGT et la direction, ensemble ou séparément, dans des positions scabreuses, cela faisait bien sûr rigoler. Les tracts des maoïstes étaient assez recherchés. Les gens les lisaient et les commentaient. Mais quand Aboulker a été expulsé de l'usine par les staliniens, aucun ouvrier n'a levé le petit doigt pour le défendre. C'était bien cela le problème. Ils étaient regardés de façon plutôt bienveillante. Certains étaient sympathiques, un peu foldingues. Dans une certaine mesure, ce qu'ils faisaient pouvait plaire. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils donnaient confiance et envie aux gens d'en faire autant. C'étaient les guerriers qui combattaient à la place des ouvriers et qui imaginaient qu'ils allaient être suivis.

L'augmentation des prix à la cantine créait un réel mécontentement parmi les consommateurs. Elle était récurrente dans cette période inflationniste et mettait bien en valeur le rôle stupide qu'était amenée à jouer la CGT, à travers le CE, dans sa gestion des œuvres sociales.

Nous, militants de Lutte ouvrière, nous ne manquions pas de dénoncer dans nos bulletins ces syndicalistes qui se transformaient en marchands de soupe et affirmions qu'il y avait autre chose à faire. Autre manière de traiter le sujet.

Quand Aboulker a été licencié, des travailleurs et tout un milieu syndicaliste ont trouvé ça révoltant, mais cela s'est fait quand même. La CGT n'a pas revendiqué par tract l'expulsion d'Aboulker, elle s'en est chargée, simplement. Par ailleurs les tracts de la CGT et du PC contre les maoïstes et les gauchistes en général ne manquaient pas. Le langage utilisé de part et d'autre présentait quelques analogies. Les maos avaient à leur façon un style stalinien. Les uns comme les autres ne donnaient pas dans la nuance.

Parmi leurs autres actions, au moment des augmentations des transports en commun, en 1971, les maoïstes avaient monté une opération au métro Billancourt : ils invitaient les travailleurs à passer sans payer. Il y avait eu des affrontements avec les flics. Des travailleurs avaient eu des ennuis avec la direction parce qu'ils avaient été mêlés à cela et embarqués par les flics.

À la même période, nous, LO, militions également sur ce terrain : « On ne nous transporte pas, on nous roule » était le slogan des comités d'usagers que nous avions impulsés contre les augmentations de prix incessantes des transports en commun. Nous faisions des prises de parole dans les métros et les trains et tentions d'associer les travailleurs ; c'était une autre façon de s'attaquer à ce problème.

Cette présence des maos a duré quelques années. Du début des années 1970 à 73-74 et même 75. Mais je ne saurais pas dire le nombre de militants qu'ils ont fait entrer comme cela, quelques dizaines peut-être. À travers ce

genre d'actions gauchistes, ils se faisaient tous licencier les uns après les autres. Cela dit, ils ont trouvé quelques sympathies dans le milieu immigré, en direction duquel ils menaient une politique démagogique ou disons auquel ils faisaient un peu de « lèche », en particulier sur le problème palestinien pour lequel ils avaient créé des comités. Ils menaient une politique un peu paternaliste, faisant de l'immigration un problème à part, la séparant du reste de la classe ouvrière. Quelques dizaines de gars, peut-être, les suivaient un peu et certains se sont fait licencier à la suite d'actions plutôt aventuristes. Cela pour dire qu'ils avaient quand même une certaine influence. Je me souviens d'un contrôleur en Peinture qu'ils avaient gagné, alors qu'il était proche de nous, parce qu'ils proposaient des actions directes et immédiates.

Ensuite, au fil des années, ils se sont tous fait licencier, les uns après les autres, sous des prétextes divers et variés. Je me souviens de Christian Riss, licencié parce qu'il avait pris une balle dans la poitrine pendant une manifestation et avait été de ce fait évidemment absent de l'usine. Le motif de licenciement fut : « Fausse déclaration à l'embauche ». D'autres aussi avaient fait quelques jours de prison à la suite de manifestations et la Régie prenait prétexte de cela pour les licencier. Il y a eu différentes histoires de ce genre. Chaque fois qu'un militant était en passe d'être licencié, j'étais « l'avocat » attitré pour l'accompagner auprès de la direction. J'avais relativement le contact avec eux, et ils m'avaient à la bonne, ce qui fait que systématiquement ils venaient me chercher. J'avais des liens relativement sympas avec eux, même si on n'était pas d'accord et qu'on s'engueulait. Mais, cela dit, ils ont quand même tous été licenciés. Et il n'y avait pas moyen de les raisonner. De toute façon, ils n'en avaient rien à faire. C'était selon eux une période révolutionnaire, il

fallait profiter de la situation pour réveiller les masses et les entraîner derrière eux. Cela ne s'est pas fait. Beaucoup ont fini par retourner à leurs études ou dans leur milieu. Ils sont partis, et les masses sont restées.

LE LICENCIEMENT DE PIERRE OVERNEY…

Pour citer encore un exemple de leur façon de se comporter, de ne prendre aucune précaution par rapport à la hiérarchie, je pense bien sûr à Pierre Overney.

Avant qu'il soit assassiné à la porte de l'usine, il travaillait dans le même secteur que moi, au Contrôle, comme essayeur. C'était un jeune militant maoïste, qui était entré chez Renault pour y militer, mais qui n'était pas d'origine intellectuelle. Il était plutôt d'un milieu d'ouvriers agricoles.

C'était l'époque où le journal *La Cause du peuple* avait des premières pages très provocantes et Overney vendait le journal quasiment ouvertement dans l'entreprise et à n'importe qui, y compris à des chefs qui pouvaient paraître sympathiques et qui, comme certains ouvriers, rigolaient un peu du langage utilisé. Et puis, un jour, la direction s'est servie du témoignage de deux chefs qu'elle avait envoyés lui acheter *La Cause du peuple* pour le licencier.

À la suite de son licenciement, un commando est entré dans l'usine pour faire une expédition punitive. Cela s'est passé à un mètre de l'endroit où je travaillais, à côté du bureau du chef du Contrôle. J'étais en train de monter une voiture sur un pont élévateur, et mon collègue de travail me dit : « Retourne-toi, regarde ». Je me retourne et je vois mon chef de service – en fait je ne l'ai pas reconnu – un pot de peinture bleu dégoulinant sur la tête. Il était complètement imbibé de peinture. Évidemment, sur le moment je ne comprenais pas exactement

ce qui se passait. Une volée de tracts avait été laissée là par les gars qui avaient mené l'action et qui étaient en train de se carapater par une voie de chemin de fer toute proche. Un chef se précipita – je le vois encore – pour ramasser les tracts et conduire le chef repeint à l'infirmerie afin de le décaper.

Peu de travailleurs autour, juste deux ou trois personnes, étaient dans le bureau et l'infirmerie était à cinq mètres de là : tout cela n'avait donc été vu que par un nombre limité de personnes. Mais cela s'est beaucoup su. La nouvelle a circulé assez rapidement et le chef repeint en bleu a été mis… au vert.

C'était le chef qui était responsable du licenciement d'Overney et d'autres maos licenciés précédemment.

… ET SON ASSASSINAT AUX GRILLES ZOLA

C'est l'année d'après qu'Overney a été assassiné. Il n'était plus dans l'usine. Le jour de l'assassinat, les maoïstes appelaient à une manifestation contre des crimes racistes et ils étaient venus, non pas armés, mais avec quelques manches en bois. Ils diffusaient leurs tracts à la porte. Des affrontements se sont produits avec les gardiens, et c'est là que Tramoni a sorti son arme et a tiré froidement sur Overney, le touchant en plein cœur.

En général, les gardiens étaient du personnel Renault. Le gardiennage était un peu composite, il y avait un peu de tout. Il y avait parfois d'anciens ouvriers sortis de la chaîne pour incapacité, souvent âgés et pas spécialement méchants. Et puis il y avait une partie du gardiennage qui, par contre, étaient des vigiles plus musclés, plus entraînés, mais tous du personnel Renault. C'est seulement plus tard que la direction a eu recours à des entreprises extérieures de surveillance et de gardiennage

La direction a recruté des hommes de main qu'elle savait être des hommes au passé de mercenaires en Indochine, en Algérie, dans des guerres coloniales et dans des polices parallèles. Elle connaissait parfaitement les curriculums vitæ de ces gens-là, donc elle les embauchait en connaissance de cause. Cela dit, elle n'avait probablement pas spécialement armé Tramoni pour qu'il tire sur un militant maoïste à la porte, je ne crois pas. Mais disons qu'elle avait pris ce risque.

Averti, je suis me suis rendu sur place au carrefour Zola. Très ému, je suis remonté vers l'île Seguin et j'ai alors croisé un commando de blouses blanches, armé de barres de torsion, se rendant sur les lieux. J'ai répandu la nouvelle autant que j'ai pu, parcourant chaînes et ateliers. Mon chef d'atelier me collait aux basques pour tenter de m'empêcher d'informer mes camarades de travail. Je lui dis alors : « Tu cesses de me suivre ou je te crache à la gueule ». Il est effectivement parti faire constater par des chefs les traces du crachat.

Ce n'est qu'une anecdote, mais elle est significative de la tension existant avec l'encadrement, qui était dévoué corps et âme à la direction. Dans les jours qui ont suivi, je fus convoqué à la DCPRS (la Direction du personnel et des relations sociales) : c'est là qu'ils licenciaient les travailleurs et distribuaient sanctions et avertissements. Je fus accusé du crachat mais, devant mes dénégations et ma colère, ils ne donnèrent pas suite.

À la suite du meurtre d'Overney, une grande émotion a parcouru l'entreprise et le pays. Et cela malgré la politique de la CGT mêlant direction et victime en en faisant des complices. Ainsi, on peut lire dans un tract de la CGT diffusé le 28 février à Renault Billancourt, reprenant le communiqué du Bureau confédéral : « *Les événements sanglants qui se sont déroulés aux usines Renault*

à Billancourt sont l'aboutissement de la conjonction des activités de commandos gauchistes venus de l'extérieur, et d'une police en civil armée dans l'entreprise. Ils sont totalement étrangers aux travailleurs de la Régie, à leurs revendications à leur lutte… ».

Seule la CFDT a eu une position correcte sur l'entreprise en appelant à un rassemblement le lundi suivant, auquel j'ai bien sûr participé et qui a rassemblé bien peu de monde, vu la pression mise par la direction et surtout par la CGT qui pesait de tout son poids pour dissuader les travailleurs de s'y rendre, se postant notamment sur le parcours et criant à la provocation.

Ses obsèques à Paris ont été l'occasion d'une très grande manifestation rassemblant toute l'extrême gauche et, bien au-delà, des travailleurs, des militants révoltés par cet assassinat.

LA POLITIQUE DE RENAULT

En ce qui concerne la politique de la direction de la Régie et la façon dont le gouvernement s'en est servi, la période d'après-guerre est sans doute plus probante, car c'est à partir de 1953-1955 que les premiers accords entre syndicats et direction ont été signés. C'était nouveau d'instituer des accords spécifiques à une entreprise. Cela s'est généralisé ensuite.

En 1968, un accord a porté sur les droits syndicaux. En ce qui concerne la représentation du personnel, les grosses entreprises sont désavantagées pour le nombre de délégués en proportion du nombre d'ouvriers, mais chez Renault il y avait un accord de fait : titulaires et suppléants avaient le même nombre d'heures de délégation, les mêmes droits. Cela multipliait par deux le nombre d'heures, qui était déjà plus élevé : 25 heures par mois au lieu de 15. Des petits avantages comme ça étaient donnés aux syndicats. En 1968, Renault comme d'autres grandes entreprises ont institué un délégué central d'entreprise pour chaque syndicat.

Dans les années 1970, il y avait à Billancourt, pour le premier collège, celui des ouvriers, 130 délégués du personnel titulaires et autant de suppléants. La CGT devait en avoir deux cents.

La production a augmenté à partir du moment où la direction a choisi de faire des modèles qui correspondaient à une production de masse. Cela ne date pas seulement de Dreyfus mais de Lefaucheux, PDG dans la période post-Libération et au début des années 1950, avec la 4CV. C'était le premier petit véhicule populaire qui

avait pour vocation d'être vendu à une échelle de masse, à des prix relativement abordables… même si au début il n'était pas forcément facile de se procurer une 4CV. Mais ensuite, avec la Dauphine, la 4L, cela s'est amplifié et il y a eu une extension continuelle du marché automobile, une espèce de boom à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

La direction a diversifié ses gammes, en a fait une complète, pour toucher tous les publics.

Sous la direction de Dreyfus, dans les années 1960, l'entreprise a connu un début d'internationalisation. Renault a commencé à s'implanter un peu partout, avec des échecs, des coups foireux. Il y a eu une nouvelle tentative, dans les années 1980. C'est à ce moment-là que Renault est devenu un trust international, construisant des usines un peu partout, en Amérique latine, en Espagne, au Portugal, en Turquie…

Ce qui est notable aussi dans cette période, c'est l'augmentation de la précarité et la politique répressive de la direction.

À partir d'octobre 1973, les contrats provisoires firent leur réapparition (il n'y en avait plus eu depuis 1968). La direction recommençait, avec des travailleurs yougoslaves en particulier. Deux à trois cents furent pris à cette période-là sous contrats provisoires d'une durée de six mois ou d'un an.

D'abord les contrats provisoires, puis l'intérim. À partir de 1975, la direction y avait recours de façon systématique. Le bruit courait qu'elle avait même détaché des cadres pour créer des boîtes d'intérim.

Beaucoup plus tard, en juin 1983, avec la CFDT, nous avons engagé une action pour l'embauche de travailleurs intérimaires aux Essais, où une vingtaine de jeunes étaient utilisés depuis de nombreux mois pour remplacer

des travailleurs Renault, momentanément absents selon la direction. En fait la direction bluffait, ces travailleurs étaient mutés depuis belle lurette. Le dossier porté à la connaissance de l'inspecteur du travail a porté ses fruits. La direction reculait, l'inspecteur ayant donné suite et les travailleurs ayant débrayé, ce qui était un peu inhabituel. Les jeunes furent presque tous embauchés, ce qui fut apprécié comme une victoire.

Pour faire accepter les cadences et les conditions de travail très dures, la direction ne cessait de sanctionner. Avertissements, mises à pied et licenciements pleuvaient sur les ouvriers.

Dans ce contexte, les accidents de travail se sont multipliés. En deux ans, de 1967 à 1969, il n'y eut pas moins de six accidents mortels, sans compter évidemment des blessés graves et des travailleurs mutilés ou amputés.

En la matière, la direction affichait un certain cynisme. Selon elle, il n'y aurait eu en moyenne « que » cinq morts par an à la Régie. Et elle n'estimait pas « *que la situation soit catastrophique, car cette moyenne n'a pas varié depuis une dizaine d'années, alors que la production, elle, n'a cessé de croître pendant cette même période* ».

… ET LA POLITIQUE DES DIRIGEANTS DE LA CGT

Nous étions en grande période du Programme commun de gouvernement signé par le Parti socialiste, le PCF et les Radicaux de gauche. Il fallait que la CGT et le PCF montrent leur force et leur influence et qu'en même temps ils se montrent responsables devant la bourgeoisie, en contrôlant les mouvements et donc en faisant reprendre le travail quand ils l'estimaient nécessaire.

1972, signature du Programme commun de gouvernement entre le PS et le PC. 1973, première participation

aux élections législatives de l'Union de la gauche. 1974, le PC appelle à voter Mitterrand au premier tour des élections présidentielles. Ces problèmes politiques n'étaient pas très discutés. Il y avait dans l'île Seguin une population immigrée qui se sentait relativement moins concernée par les élections. Et pour cause, ils n'avaient pas le droit de vote.

De toute façon, des problèmes concrets se posaient, au niveau des conditions de travail, des rémunérations, et c'est vrai que les travailleurs n'étaient pas électoralistes dans la même mesure que le PC. Ils ne se désintéressaient pas de ce qui se passait sur le plan électoral, mais ils ne se sentaient pas concernés, et leurs problèmes concrets à l'usine étaient plus importants. Ils n'attendaient pas des élections le règlement des problèmes qui se posaient à eux sur leur lieu de travail.

Dans la première moitié des années 1970, des grèves ont éclaté, au département 34, au Coton, et ensuite dans l'Île… parfois à l'initiative de la CGT, Mais toujours est-il que ces grèves se prolongeaient plusieurs semaines.

Au début, pour coller aux revendications des travailleurs, pour ne pas se déconsidérer a priori, la CGT avait emboîté le pas à ces grèves ou même les avait suscitées – de toute façon elle les suscitait par sa politique de revendications sectorielles, catégorielles.

Mais, ensuite, elle ne poursuivait plus qu'un but : les arrêter. Elle utilisait tous les moyens à sa disposition pour décourager les travailleurs, les diviser, présenter comme des succès les réponses souvent minables proposées par la direction aux revendications, pour faire reprendre le travail. À chaque fois, avec Certano, son leader attitré à cette période-là, la CGT jouait le rôle de briseur de grève. C'était assez spectaculaire.

Je me souviens de grèves – celle du 34 et d'autres dans l'Île en 1973 – où vraiment, du jour au lendemain, les dirigeants de la CGT changeaient complètement d'attitude. Autant ils étaient va-t-en-guerre et pousse-à-la-grève au début, autant ils changeaient tout d'un coup de position quand la grève avait démarré. Dès qu'il commençait à y avoir des contacts avec la direction, des débuts de discussion et des miettes de lâchées, aussitôt ils se dépêchaient de présenter ça comme des succès et ils mettaient vraiment tout leur poids dans la balance pour faire reprendre le travail, parce qu'il y avait des échéances électorales, parce qu'il y avait l'Union de la gauche, parce qu'il ne fallait pas qu'on donne l'impression à l'échelle du pays que chez Renault la CGT ou le PC mettaient le bazar, menaient des grèves, mettaient l'usine à feu et à sang. Ils ne voulaient absolument pas donner cette image-là.

La CGT n'hésitait pas à se déconsidérer, même d'une façon très importante, quitte à perdre des voix aux élections professionnelles qui suivaient. À chaque fois, à la suite de ce genre de mouvement où ils mettaient tout leur poids pour faire reprendre le travail, ils étaient sifflés, hués, mais ils parvenaient à leurs fins. Et puis, petit à petit, ils remettaient le rouleau compresseur en marche dans l'autre sens, et ils regagnaient du crédit. Ils avaient le nombre de militants qu'il fallait pour cela…

Les dirigeants de la CGT avaient à leur disposition un appareil, des structures, des permanents en veux-tu en voilà, des postes de délégués et le contrôle d'un comité d'entreprise important. Ils avaient une force de frappe vraiment considérable pour arriver à refaire le terrain perdu et aux élections suivantes, petit à petit, ils arrivaient à regagner les voix qu'ils avaient perdues, la plupart du temps en faveur de la CFDT qui, à cette période-là, était

encore à sa façon un peu gauchiste, collait davantage aux travailleurs les plus combatifs et s'opposait à la CGT.

De temps en temps, des revendications étaient satisfaites. La plupart de ces conflits portaient sur les conditions de travail mais surtout sur la paye. La politique des syndicats, elle, consistait à mettre en avant des revendications catégorielles en lieu et place de revendications d'augmentations de salaire. Ils obtenaient toujours des miettes. En 1973, le point de départ était un problème d'augmentation de salaire, puis ça s'est terminé par une histoire très catégorielle, très sectorielle. La direction a trouvé un biais pour s'en sortir, elle a créé le P1F : le P1 Fabrication. Une partie des ouvriers n'étaient plus des OS, c'étaient des P1 Fabrication. De temps en temps, les travailleurs obtenaient des petites améliorations qui ne réglaient pas réellement le problème des salaires mais qui permettaient à la direction de sortir d'un conflit et à la CGT de donner l'impression qu'elle avait effectivement obtenu quelque chose.

LES GRÈVES DE 1973

1973, c'est une année où il y a eu des mouvements, des grèves à rallonge chez Renault, pas seulement à Billancourt d'ailleurs.

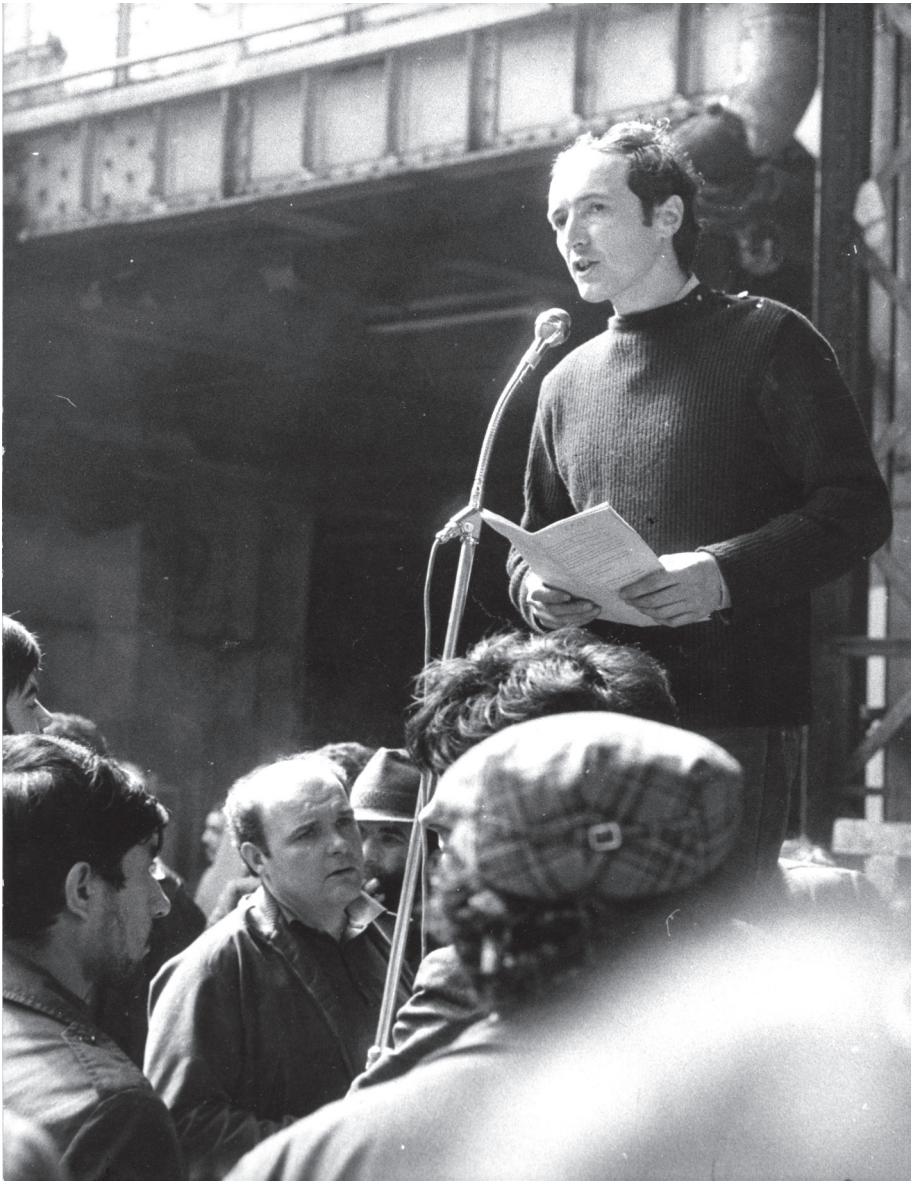
Cela avait commencé en janvier, au département 38, en dehors de l'Île. Les OS des presses du 38 s'étaient mis en grève et réclamaient le P1F. Les ouvriers étaient arrivés dans l'Île en cortège portant une banderole : « Nous ne sommes pas des moineaux, on ne veut pas des miettes ».

Cette grève a duré une semaine. Pour le P1F donc, ce qui se traduisait dans la grille de salaire par la réclamation du coefficient 162 maxi.

En janvier 1973, la grève s'est terminée par un lâchage de la part de la CGT. Les grévistes n'ont pas obtenu satisfaction mais il y a eu tout de même une petite modification de leur position dans la grille de salaires. Ils ont obtenu ce que l'on appelle la classe 9 mais cela restait un coefficient d'OS, et c'était inférieur à la revendication du départ, le P1F.

Le mois suivant, une autre grève éclata dans un autre secteur d'OS au département 34, au Coton. Le département avait plusieurs unités éclatées dans l'usine, le Coton, le Carton. Le Carton était au Bas-Meudon. Le Coton était sur l'autre rive de la Seine, côté Boulogne. C'est là qu'à partir de la récupération de tout un tas de déchets, de débris, la Régie fabriquait du carton utilisé dans la fabrication des garnitures de la voiture. Il y avait beaucoup moins de plastique à l'époque.

À une époque qui remonte évidemment assez loin, Renault produisait absolument tout ce qui entrait dans la



Prise de parole pendant les grèves d'avril 1973.

fabrication de la voiture, le caoutchouc, les pneus… Tout, y compris les plaques d'égout de l'usine, était marqué Renault. Plus tard, la Régie a abandonné tout un tas d'activités de ce genre, en particulier le caoutchouc. Mais, en 1973, elle fabriquait encore son coton, son carton, etc.

La grève a éclaté spontanément, en dehors de la CGT, dans ce département-là. C'était un département d'OS immigrés. Là aussi, les revendications portaient sur une révision de la grille des salaires, les travailleurs s'estimant mal lotis. Ils voulaient en fait des augmentations de salaire, mais il leur semblait davantage à leur portée d'obtenir quelque chose en revendiquant pour leur catégorie propre qu'en avançant des revendications de salaire communes à l'ensemble des ouvriers.

La grève a duré sept jours. C'était dans la période qui précédait directement les élections législatives et là, on a vu aussi la CGT, qui au début collait aux revendications des grévistes, s'empresser de retourner sa veste, de façon assez spectaculaire encore une fois, et faire reprendre le travail avec les méthodes qui lui sont habituelles. Dans les tracts, les dirigeants de la CGT ou du PC affirmaient que la grève illimitée aurait vraiment été aventuriste, pas à l'ordre du jour. Ils la présentaient comme une provocation organisée d'en haut.

LA GRÈVE DES GROSSES PRESSES – MARS 1973

Après les grèves successives du département 38 et du Coton du département 34, qui avaient toutes deux duré sept jours, le mouvement a redémarré un peu plus tard, au mois de mars, toujours sur les mêmes questions de la grille des salaires et de l'obtention du P1F pour les OS aux Presses. Aux Grosses presses de l'Île Seguin, au 12-50, il y avait davantage de travailleurs concernés,



Devant les grévistes en avril 1973.

non pas 80 à 100 comme dans les grèves précédentes, mais 400 OS presses se sont mis en grève. Un autre petit secteur, de fabrication des sièges, s'est mis également en grève en même temps. Et cela portait aussi sur des revendications de grille des salaires et l'obtention du P1F.

L'attitude de la CGT a été la même que dans les mouvements précédents. Dans la grève du Coton, la CGT n'avait pas hésité à se déconsidérer et à prendre les grévistes à rebours pour leur faire reprendre le travail, parce qu'il y avait toute la mécanique de l'Union de la gauche, et ils ne voulaient pas apparaître comme des fauteurs de troubles, ils ne voulaient être mêlés en rien à ce qui pouvait provoquer des grèves.

Les élections législatives n'étaient pas complètement terminées au début de la grève des Grosses presses au 12-50 dans l'Île car il devait y avoir encore un deuxième

tour. Mais les dirigeants de la CGT ont eu une attitude un peu plus offensive.

La grève a donc démarré le 21 mars, elle s'est terminée le 12 avril, ce qui fait à peu près trois semaines. Il y a eu aussi, malgré tout, des tentatives de la CGT et de FO de brader le mouvement, dès que la direction a fait quelques propositions. C'était toujours pareil, elle refusait de satisfaire totalement les revendications telles qu'elles étaient posées, mais, en bricolant, en instituant des primes par-ci, par-là, elle arrivait à peu près à des rémunérations du même niveau que ce qui était revendiqué.

Dans un premier temps, la direction a fait des propositions au rabais et cela a été l'occasion pour la CGT de s'engouffrer dans la brèche et d'essayer de faire reprendre le travail. Mais, face à une résistance assez importante, elle n'y a pas réussi. La direction menait une politique un peu plus dure, mobilisant sa hiérarchie. Des commandos d'agents de maîtrise venaient sur place pour essayer d'impressionner les grévistes. La direction essayait de briser la volonté des grévistes et parallèlement la CGT tentait de faire reprendre.

Au cours de ce mouvement aux Presses, Un incident se produisit. La discussion portait sur la reprise ou la non-reprise du travail en fonction des propositions de la direction, et la CGT poussait fortement à la reprise. J'étais délégué du personnel CFDT et essayais de faire en sorte que s'exprime la volonté des grévistes.

Les leaders de la CGT, parce qu'ils n'arrivaient pas à faire passer leur politique, s'excitaient, s'énervaient et c'est moi qui me suis trouvé là au mauvais moment et ai pris des coups.

C'était assez imprévisible. Cela se passa une nuit au cours d'une assemblée générale. L'usine n'était pas

occupée mais le secteur des Presses – géographiquement assez étendu – était occupé par les grévistes la nuit.

Au cours de la nuit, j'ai été frappé à deux reprises, à quelques heures d'intervalle : la première fois par Certano, cogneur patenté de la CGT, d'un coup de tête que je n'ai pas vu venir ; la deuxième fois par un coup de poing au visage de la part du délégué CGT local de l'équipe de nuit. À chaque fois les travailleurs sont intervenus et ont réagi contre ces démocrates « avancés ».

La grève a finalement continué, contrairement à la volonté de la CGT. Les travailleurs résistaient aux tentatives d'intimidation de la direction ou aux tentatives des syndicats de leur faire reprendre le travail, surtout de la CGT, de FO aussi, mais ce syndicat n'avait guère de poids. Et puis la direction a décidé le lock-out des 7 000 travailleurs de Billancourt, car l'arrêt des Presses provoquait une rupture dans l'approvisionnement. Dans le même temps, il y eut aussi des répercussions à Flins, où 3 000 travailleurs se sont mis en grève, et à Sandouville avec des débrayages.

Le lock-out s'est mis en place au cours de la deuxième semaine de la grève des Presses. À l'intérieur de la CFDT, nous, les militants de LO, sommes intervenus pour qu'il y ait un appel à se mettre en grève pour ne pas accepter le lock-out. La CGT y était totalement hostile.

Les travailleurs des Presses ont obtenu grosso modo, non pas satisfaction sur le P1F mais une équivalence, à quelques francs près. Autant, avant cette grève, les tentatives de faire reprendre le travail par la CGT avaient été ressenties comme une trahison, autant à ce moment-là ce qui avait été obtenu a été ressenti comme non négligeable.

LA GRÈVE DES LOCK-OUTÉS – AVRIL 1973

Aussitôt la reprise du travail aux Presses réalisée, la direction a voulu faire reprendre l'activité de l'usine, sans que les 7000 ouvriers qui avaient été lock-outés aient d'assurance sur la façon dont ils seraient payés. Donc, le 13 avril, cela a été au tour des travailleurs qui avaient été lock-outés de se mettre en grève. Ils ont défilé massivement dans les ateliers et refusé de reprendre le travail, réclamant le paiement intégral du salaire.

J'avais mené une petite bagarre dans la CFDT pour inciter les lock-outés à occuper l'usine et à riposter aux menaces de la direction. La CGT avait protesté par tract, auprès de la CFDT, contre *« l'attitude aventuriste d'un délégué de la CFDT qui voulait briser l'unité et qui, en mettant en avant des mots d'ordre irresponsables, aventuristes, minoritaires, visait à isoler les travailleurs dans leur action responsable et à dévoyer…»,* etc., etc., bref, le langage habituel.

En fait, au cours de ce mouvement, la direction a tout de même licencié. Lors de la grève des lock-outés, des affrontements se sont produits, y compris avec des non-grévistes ou des commandos d'agents de maîtrise. La direction avait fait venir des huissiers. Ils avaient déjà monté tout un arsenal pour impressionner les travailleurs. À Flins, il y eut 26 licenciements. À Billancourt, la direction en avait prévu cinq. Au bout du compte, il y en a eu quatre.

La grève des lock-outés a duré comme ça jusqu'à la fin avril, début mai. Six semaines. Les travailleurs des Presses, qui avaient repris le travail, ont dû à nouveau arrêter du fait de la grève de leurs camarades

La direction a accordé des indemnisations des heures de grève ou de lock-out à la tête du client selon trois catégories. Les moins indemnisés à 30 %. Quelques-uns

l'étaient un peu plus, mais pour la grosse masse des travailleurs, c'était autour de 40 % des heures perdues. Ce qui n'était pas ressenti comme un succès.

Par ailleurs, au cours de la grève du Coton du département 34, un militant maoïste, Alvez, un travailleur portugais, s'était mis en avant et avait été par la suite menacé de licenciement. Pour le défendre, j'étais allé avec lui à la DCPRS, la direction du personnel. La direction ne voulait rien savoir. Au bout d'un moment, quand on a voulu sortir, pas moyen : la porte était bouclée, on nous avait enfermés à l'intérieur. À l'extérieur, il y avait une 4L avec des flics de la Volante, la police intérieure de la Régie. Ils attendaient dehors pour emmener le copain à l'extérieur et le virer. Nous avons refusé. J'ai essayé de téléphoner au syndicat, ils ne voulaient pas me laisser téléphoner. J'ai fini par trouver un moyen d'alerter les autres, et les ouvriers du département 34 sont finalement arrivés nombreux – une centaine – devant la DCPRS pour protester. On a trouvé un moyen d'ouvrir la porte, et le bureau a été envahi. Les engueulades, les injures n'ont pas manqué. C'était animé !

Il y avait en même temps un meeting dans l'Île. Tout le monde avait été alerté et avait rappliqué à cet endroit-là, et il y avait foule devant la DCPRS. Ça criait et il y avait de l'ambiance, c'était pas mal. Et la direction a annulé le licenciement. Mais ce n'était que provisoire. Quinze jours après, une fois que tout était retombé, elle a finalement licencié le copain sous un prétexte fallacieux. Et la CGT a sorti un tract répandant des calomnies sur son compte et sur celui d'un autre licencié.

Dans la même période où se déroulaient ces événements, des discussions s'organisaient entre la direction et les syndicats sur la refonte de la grille des salaires, sur les reclassifications.

Pour terminer l'année 1973, le 6 décembre 1973, il y eut une journée d'action CGT-CFDT relativement bien suivie chez Renault. Les revendications mises en avant, c'étaient les salaires, la refonte des grilles… pas de salaire inférieur à 1750 francs.

LE RESSERREMENT DE LA DISCIPLINE

Dans toute cette période-là, y compris dans la période qui a suivi, il y a eu continuellement un resserrement de la discipline, des licenciements, des sanctions.

En ce qui me concerne, à la fin 1972, au moment des fêtes de fin d'année, j'ai fait l'objet d'une sanction, à la suite d'une altercation avec un chef à propos d'un ouvrier en état d'ébriété, suite au repas de fin d'année. Le chef me reprochait de défendre les « poivrots ». Indigné par ses propos, je l'avais fermement remis à sa place. Trois semaines après, j'ai eu un avertissement, trois jours de mise à pied, pour l'avoir prétendument insulté.

À la suite de cela, un débrayage important a été très suivi contre ma sanction. Tout le secteur du Bas-Meudon était arrêté. Nous avons investi les bureaux de Laroussinie, le directeur à l'époque de l'UCMB, (l'usine carrosserie montage de Billancourt). Grâce à cette réaction, la sanction a été retirée et les heures de grève payées. Cela a été ressenti dans ce contexte d'agitation comme un succès.

Mais les sanctions restaient monnaie courante. Cela ne s'arrêtait jamais : licenciement d'un tôlier du Bas-Meudon, sous le prétexte d'une fiche de production frauduleuse, ce qui était faux. En réalité, c'était un ouvrier qui avait été actif pendant la grève. Licenciement d'un cariste…

En juillet 1973, un conducteur de Lansing, un petit engin de manutention, a été licencié parce qu'il avait eu

un petit accident. C'était aussi un ouvrier qui avait participé à la grève de façon combative.

Licenciement encore d'un ouvrier qui était avant l'heure au vestiaire… Trois jours de mise à pied pour un autre parce qu'il y avait eu un rapport sur lui de la Volante… Un ouvrier licencié parce qu'il avait eu des mots avec un contremaître en novembre 1973, alors qu'il avait vingt ans d'ancienneté…

Au Bas-Meudon, deux licenciements : un travailleur qui avait été vu par la maîtrise en dehors de l'usine alors qu'il aurait dû être présent à l'intérieur, et un autre qui n'arrivait pas à tenir son poste à cause d'une inaptitude physiologique.

Sur les chaînes, la maîtrise se faisait de plus en plus arrogante, infligeant des avertissements, des sanctions, des mises à pied diverses et variées pour des problèmes de production, de discipline, de règlement intérieur. Des travailleurs étaient licenciés pour maladie. À la suite d'arrêts maladie fréquents, la Régie les déclarait « inaptes à la vie industrielle ». Il y avait quelquefois des réactions, comme une grève de plusieurs jours au Chromage ou en Peinture contre des sanctions, mais ce n'était pas toujours le cas.

En décembre 1973, la direction a annoncé au comité d'entreprise qu'il y avait eu en octobre quarante-deux licenciements pour des inaptitudes diverses.

C'était une aggravation par rapport à la période antérieure, un nouveau resserrement de la discipline.

Trois ouvriers marocains avaient été interpellés par les flics dans une manifestation. Du coup, ils avaient été absents de l'usine quelques jours : licenciés pour absence non justifiée !

Le licenciement pouvait avoir des conséquences plus grave. Un travailleur portugais, dans la mouvance

maoïste, licencié au moment de l'affaire Overney car il avait eu des histoires avec la police, avait été expulsé vers son pays d'origine, alors sous le joug de la dictature de Salazar, par le ministre de l'Intérieur, Marcellin. C'était l'arbitraire le plus total.

Malgré cela, l'étiquette de « patron social » était toujours collée au PDG, Dreyfus, qui, bien plus tard, a été ministre de l'Industrie de 1981 à 1982 dans le gouvernement Mauroy II.



Rassemblement dans l'atelier en mars 1975.

LES GRÈVES DE 1975 OU LA CGT EN ACTION CONTRE LES GRÉVISTES

C'est la même direction à étiquette sociale qui pratiqua la répression des grèves de 1975 contre les travailleurs et des délégués syndicaux, aidée en cela par la politique de la CGT.

À l'origine, on trouve le refus de la CGT et de la CFDT de signer des accords d'entreprise et leur appel à la lutte le 6 février 1975. La situation était plutôt calme, le débrayage semblait assez anodin, bref, ce devait être un appel classique à une action envisagée à l'avance comme limitée. Mais l'attitude provocante d'un jeune cadre refusant de répondre aux revendications posées par les caristes mit le feu aux poudres. Venus à pied, les caristes retournèrent chercher leurs engins, défilèrent dans les ateliers, paralysant la chaîne de montage, revinrent faire le siège de la direction, exigeant des hausses de coefficients. La direction envoya les huissiers, les gardiens, lock-outa les chaînes de montage, puis, inexplicablement, céda au bout de quatre jours à l'essentiel des revendications et leva les sanctions.

Le succès fit monter la température et, en Peinture, les pistoletteurs se lancèrent dans l'action. Ils obtinrent satisfaction à leur tour : la direction leur accorda une augmentation, ainsi qu'aux autres travailleurs au coefficient P1. Tout aurait dû se calmer, c'est du moins ce que souhaitait la direction. C'est aussi ce que voulaient CGT et CFDT : elles refusèrent toute extension de la lutte aux

100 000 travailleurs du groupe, qui estimaient insuffisants leurs salaires rognés par l'inflation.

La suite, ce fut la grève des professionnels de l'Entretien qui démarra le 18 février, puis celle des OS des chaînes le lendemain en Mécanique et en Sellerie. Le premier jour, il y eut 400 professionnels en grève, et le lendemain 400 OS. Cela faisait du monde, plus de trois fois les caristes et les pistoletteurs réunis.

Ce qui changea aussi, outre le nombre des grévistes, ce fut les revendications : bien sûr il y avait des revendications catégorielles, mais surtout, et c'est l'essentiel, les grévistes mirent en avant 300 francs d'augmentation pour tous. Le nombre et le fait que des professionnels entraient à leur tour en lutte, et surtout cette revendication de 300 F pour tous, ouvraient de réelles possibilités d'extension à la grève.

La CFDT se contenta de ne pas bouger. Elle ne désavoua pas ceux de ses militants qui s'étaient engagés dans l'action. Mais, au siège du syndicat, ceux qui réclamaient qu'elle intervienne sur l'ensemble de l'usine s'entendirent répondre clairement par le secrétaire général : « Pas question de globaliser le mouvement. »

Quant à la CGT, elle mobilisa ses militants de choc, et pas pour soutenir le moral des grévistes. Certano, responsable CGT de l'île Seguin, intervint en force dans les assemblées de grévistes. Il mit carrément les pieds dans le plat, comme il en avait l'habitude. Ses discours sont dignes d'une anthologie : *« Je n'ai pas peur de me faire siffler, j'en ai l'habitude. La position de la CGT est qu'il faut adapter la tactique de lutte. Je suis venu pour vous dire de reprendre le travail, la CGT votera la reprise du travail… Je préfère que la section CGT vole en éclat plutôt que de laisser des irresponsables nous mener à l'aventure »,* etc., etc. Il convoqua la section CGT du secteur et lui fit voter la reprise du travail.

Là où les grévistes s'organisaient en collectif, au 77, et tentaient de s'adresser à l'ensemble des professionnels de l'usine, la CGT stoppa le mouvement. Sur les chaînes, où le mouvement durait, ses responsables évitaient les assemblées mais accrochaient individuellement les grévistes pour leur dire de reprendre le travail. Le 22 février, le journal *l'Humanité* annonça, sans complexes, que le travail avait repris au 77. Le 25, les grévistes, voyant leurs effectifs s'amenuiser, décidèrent de reprendre ensemble plutôt que de voir le mouvement s'effilocher et la reprise se faire dans la confusion.

Isolés, se sentant trahis par les syndicats, les grévistes reprirent le travail sans rien. La direction prit l'offensive, licencia quatorze travailleurs et engagea une procédure de licenciement contre trois délégués.



Le 10 mars 1975, devant le bâtiment de la direction du personnel, rassemblement en soutien aux délégués menacés de licenciement.

La CGT recueillait là tous les fruits de sa politique. Elle voulait négocier, la direction annula les négociations. Elle préconisait les grèves sectorielles, et la direction, suite à des grèves sectorielles, lock-outa.

Sa politique avait désorienté les travailleurs et le sentiment qui dominait dans l'usine fut la rancœur, tant à l'égard des syndicats que de la direction.

Les seuls auxquels les travailleurs n'en voulaient pas, c'était les grévistes et ceux qui continuaient, comme au Mans. Pour les travailleurs de la Régie, c'était eux qui finalement avaient eu raison, ceux qui voulaient aller de l'avant et que la CGT avait découragés.

LIP ET LA CFDT DE L'ÉPOQUE

Pour mémoire, en 1973, ce fut aussi le début de l'affaire Lip, dont les grévistes venaient vendre leurs montres à la porte de l'usine.

En mai 1973, un tract CFDT prit notre défense parce que des copains de LO qui vendaient le journal place Nationale s'étaient fait tabasser par des militants du PC.

Quand je suis entré à la CFDT, en 1969, c'était encore une CFDT gauchiste au niveau du langage, dont les dirigeants s'opposaient à la direction de la CGT. Elle comptait des militants d'extrême gauche : nous, LO, et des militants de la LCR. Certains avaient choisi d'y entrer parce qu'ils pensaient que la CFDT était plus démocratique, plus révolutionnaire que la CGT. Ils se faisaient des illusions, qu'on avait d'ailleurs eu à combattre y compris en notre propre sein. Certains pensaient que la CFDT était mieux que la CGT. C'est vrai que, pendant un certain temps, elle avait eu un visage plus avenant, et on a pu y militer.

On n'y avait pas forcément une grande autonomie. J'animais une section syndicale qui marchait relativement bien, avec un nombre de syndiqués non négligeable. Ça

tournait autour d'une quarantaine de syndiqués, 40-45, sur le secteur du Bas-Meudon. On essayait d'instituer une certaine vie syndicale, de faire régulièrement des réunions, de syndiqués et de non-syndiqués. On éditait un bulletin de section syndicale, relativement régulier, en essayant de mettre les camarades au travail, de leur faire écrire de petits articles. Cela marchait bien, sauf que ce n'était pas sans poser des problèmes vis-à-vis de l'appareil que la CFDT était en train de se constituer.

Au début, il y avait une certaine liberté, une certaine autonomie, dans le cadre de la mouvance gauchiste d'après 1968. Mais, dès les années 1973-1974, l'appareil a commencé à se structurer, à chercher à redresser la barre et à contrôler ce qu'on faisait. Je me souviens que l'édition du bulletin syndical était toujours une source de problèmes. Une censure s'établissait, un contrôle, et quand certaines idées ne leur plaisaient pas, c'était toujours des affrontements, des conflits.

Ce qui ne plaisait pas aux dirigeants, c'était notre langage un peu trop dur vis-à-vis de la direction. Ils essayaient de tempérer notre façon d'écrire et de nous adresser aux ouvriers.

Au début des années 1970, les responsables de la CFDT à Billancourt se sont fait déboulonner et Daniel Labbé est devenu secrétaire de la CFDT.

Labbé était issu du groupe qui éditait la revue *Les cahiers de Mai en 1968*. Il était dans la mouvance maoïste, mais pas celles de *La Cause du peuple* ni de la Gauche prolétarienne. Il s'était fait embaucher comme OS alors qu'il sortait de la fac de droit. Il a choisi la voie syndicale au début des années 1970. Il était donc issu du mouvement gauchiste, s'était constitué dans cette période-là une base dans le milieu immigré de l'Île. Il s'est appuyé ensuite sur cette base, au cours d'un congrès, pour prendre la place

des dirigeants classiques de la CFDT par des procédés plutôt discutables.

Il avait une base pour le faire, mais la façon dont il s'y est pris était démagogique. Ce qu'il reprochait essentiellement aux dirigeants de la CFDT, c'était le fait qu'on ne les voyait jamais dans les ateliers, qu'ils n'étaient jamais là. Les syndiqués immigrés reprenaient ces critiques à leur compte. C'est sur cette base-là que Labbé a pris le pouvoir dans la CFDT.

Il était dans l'équipe inverse de la mienne. Il avait fait des adhérents, mais cela fonctionnait sur l'assistanat. Il se transformait beaucoup, lui comme d'autres, en assistantes sociales. Il s'occupait beaucoup de problèmes de logement. Il était toujours fourré au service social avec les travailleurs immigrés qui avaient des problèmes de logement, des problèmes réels d'ailleurs.

Il prenait aussi en charge ceux qui voulaient avoir des prêts, débrouillait les problèmes personnels de travailleurs. Il a beaucoup agi sur ce terrain-là pour acquérir une influence dans ce milieu. Il a eu des fonctions électives. C'est le type d'intervention qu'on est obligé de faire, mais ce n'est pas forcément le plus important du point de vue de l'émancipation des travailleurs.

Labbé ne se bagarrait pas tellement sur un terrain d'opposition politique. C'était des questions, des querelles de personnes. Il ne se singularisait pas spécialement par une attitude radicale.

LE PROCÈS TRAMONI – JANVIER 1973

Lors du procès Tramoni, Dreyfus, considéré comme civilement responsable, avait été condamné à verser six millions d'anciens francs à la famille d'Overney. Tramoni avait été condamné à quatre ans de prison.

Au moment du procès, cela n'avait pas discuté beaucoup dans l'entreprise. Nous, les militants de Lutte

ouvrière, nous en avions parlé. J'étais au procès et j'avais témoigné. J'avais eu les remerciements écrits des maos, du comité Vérité-Justice, d'un tract de Révolution qui s'appelait *L'Insurgé*.

Après la mort d'Overney, en mesure de rétorsion, les maos avaient enlevé Nogrette, un des principaux responsables de la direction du personnel, la DCPRS, « la maison coups de bâton » ainsi que la nommait la CGT, qui appelait Nogrette « le licencieur ». À chaque fois qu'un ouvrier avait un problème de sanction, il était convoqué à la DCPRS, soit pour une mise à pied, soit pour un avertissement, soit pour une procédure de licenciement. Et Nogrette était un des responsables de cette DCPRS. Il avait été enlevé, séquestré pendant plusieurs jours. La presse avait fait pas mal de bruit autour de l'affaire. Dans l'entreprise, il y eut peu de réactions.



Une manifestation dans laquelle nous réclamions des augmentations de salaire uniformes.

LES ANNÉES 80 ET LE PC AU GOUVERNEMENT

Après l'élection de Mitterrand en 1981, quand le PC a eu quelques ministres, il a été encore plus gêné aux entournures. Il était visible que les dirigeants étaient encore plus absents sur le plan revendicatif, plus silencieux que par le passé.

Dans les années qui ont suivi, jusqu'à ce qu'ils quittent le gouvernement en juillet 1984, ils ont brillé surtout par leur absence sur le plan revendicatif. Cela a quand même été remarqué par les travailleurs. Surtout que, à partir de 1982, le gouvernement a décidé le blocage des salaires.

Chez Renault, jusque-là, bon an mal an, l'augmentation des salaires suivait globalement à 1 % ou 2 % près la hausse des prix, même s'il y avait un certain retard. L'inflation variait entre 8 et 12 % par an de 1973 à 1980 mais les augmentations annuelles atteignaient aussi de 8 à 12 %. Cela dépendait des années.

À partir de 1982-1983, le blocage des salaires a été appliqué chez Renault.

C'est dans ces circonstances que deux conflits ont marqué le début des années 1980. L'un en Mécanique en octobre 1981 et l'autre en Sellerie en 1982-1983, que je n'ai pas vécus. Le premier, un conflit assez dur, s'est produit sur une question de salaire. La CGT y a participé au début, puis a lâché le mouvement en cours de route, de façon insidieuse. Elle s'est débrouillée pour introduire la division, pour présenter les réponses de la direction aux revendications comme positives, pour dire qu'on ne

pourrait pas aller plus loin, qu'on était arrivé au bout, que les gens étaient découragés.

Lorsque la CGT a estimé que cela suffisait, elle a quasiment déserté le terrain et s'est retirée, laissant les mains libres à la direction. Seule une minorité combative a voulu aller jusqu'au bout. La direction a une fois de plus mobilisé les cadres et agents de maîtrise, qui sont venus à une centaine pour favoriser la reprise du travail de ceux qui étaient fatigués, écœurés, empêchant la minorité combative d'entraîner éventuellement les travailleurs à continuer la grève.

L'OCCUPATION D'OCTOBRE 1985

L'occupation d'octobre 1985 fut significative du changement de politique du PCF et de la CGT à Billancourt après le départ des ministres communistes du gouvernement.

En octobre 1985, au Mans, une grève fut organisée par la CGT dans sa période aventuriste. C'était l'époque où elle faisait feu de tout bois et voulait apparaître comme la seule à défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Elle intensifia donc sa campagne contre la fermeture de Billancourt, qui était dans les cartons de la direction, et qui devint vite la réalité. Elle mit la pression et obtint de la CFDT l'organisation d'une consultation du personnel pour décider de l'occupation de l'usine. Tout cela se déroula dans un climat plutôt d'indifférence de la part des travailleurs.

Mais les motivations de la CGT, encore très liée au PCF et à sa politique, étaient tout autres. Le PCF était dans une période de rupture avec le PS, il avait perdu beaucoup de voix dans les scrutins électoraux et il aurait aimé se refaire une santé. Aussi a-t-il tout fait pour démontrer que son influence sur la classe ouvrière demeurait incontournable.

Lors de cette consultation pour l'occupation de l'usine, la CGT prit les choses en main. Sur 6 031 votants, 4 391 se déclarèrent pour la grève avec occupation et 1 632 contre.

Le vote pour l'occupation l'emportait donc, mais les salariés votèrent sans plus de conviction que cela et sans doute pas avec l'intention d'occuper réellement.

Les militants CGT firent le nécessaire pour occuper l'usine : fermeture des portes, piquets aux portes, etc.

La CFDT, prenant prétexte d'irrégularités dans l'organisation du scrutin (bourrage d'urnes, militants CGT qui auraient fait voter plusieurs fois, etc.), contesta le résultat et retira ses billes assez rapidement. Mais auparavant la CFDT avait sorti un demi-format à propos de l'usine de Saint-Ouen titré : « *L'heure est à la grève* ».

Cette occupation bidon, artificielle, menée par la CGT et le PCF, mais à laquelle malgré tout nous participions, allait durer environ une semaine.

Un fait important se produisit alors : une manifestation dans les rues de Boulogne scella notre sort à la CFDT. Car, si les ouvriers n'occupaient pas l'usine, ils étaient cependant inquiets sur leur avenir et celui de l'usine. Ils vinrent donc nombreux à la manifestation, qui passa sous les locaux de la CFDT, boulevard Jean-Jaurès. Là, des noms d'oiseaux (« traîtres », « vendus », « enculés ») fusèrent à l'encontre de dirigeants de la CFDT qui s'étaient retirés du mouvement.

La direction ne resta pas les bras croisés et réitéra ce qu'elle avait déjà fait un peu en 1968, mais aussi en 1971 et 1973 : elle fit signer à de nombreux travailleurs un document indiquant qu'ils n'étaient pas grévistes, et elle le fit à grande échelle.

Les chefs avaient installé des bureaux de pointage autour de l'usine, dans des cafés ou dans la rue. Les agents de maîtrise se répandaient parmi les travailleurs

qui attendaient aux portes, leur transmettant la consigne que ceux qui n'étaient pas grévistes devaient aller se faire pointer.

Face à cela, la CGT a déclaré qu'elle voulait prendre la direction à son propre jeu. Elle a invité tous les ouvriers à aller effectivement signer ce document. À l'entendre, cela déjouerait la politique de la direction. À part quelques militants qui trouvaient cela absurde, l'énorme majorité des ouvriers sont allés signer. En fait, tout le monde a été payé, à part une petite minorité qui n'avait pas voulu se prêter à ce jeu-là.

L'occupation se termina donc aussi brutalement qu'elle avait commencé, sans aucune avancée, ni même la moindre promesse de la direction, et cela sur la seule décision de la CGT. Mais l'essentiel était fait : la grande CGT et bien sûr le PCF avaient montré leur force et leur influence sur le monde ouvrier de Billancourt, usine, il faut le rappeler, en permanence sous les projecteurs des médias.

Baroud d'honneur, la CGT organisa une grande journée d'action le 24 octobre, avec une consultation réclamant l'ouverture de discussions avec la direction.

MISE À L'ÉCART DE LA CFDT ET REMISE EN ROUTE DU SDR

À partir de là, nos ennuis avec la CFDT ont commencé. Un camarade et moi étions accusés d'avoir participé à cette fameuse manifestation où les dirigeants de la CFDT avaient été conspués. Cela constituait, selon eux, un acte « plus que déloyal contre le syndicat ».

Le conseil syndical se réunit et décida de ne pas nous mettre en position éligible sur les listes de délégués du personnel pour les élections de janvier 1986. Malgré nos protestations, rien n'y fit. Nous devions donc préparer notre défense ou, si l'on préfère, notre contre-attaque.

Nous avions un milieu parmi les travailleurs autour de nous, en tant que militants syndicaux mais aussi, je serais tenté de dire, en tant que militants de LO. Et de toute façon nous étions considérés comme de bons délégués.

Nous avons mobilisé notre milieu afin qu'il corrige le choix des bureaucrates CFDT, en rayant les noms qui se trouvaient devant nous sur la liste. Nous avions du monde autour de nous, moi dans l'île Seguin et au Bas-Meudon et le copain au département 14 Moteurs, sur le « Continent ».

La loi sur les ratures avait changé, il ne suffisait plus d'une rayure pour redescendre en bas de liste, mais il fallait 10 % des votants pour la liste.

Notre campagne se révéla un succès ; nous étions appréciés en tant que délégués et les ratures furent nombreuses. Il fallait les comptabiliser, bureau par bureau car direction et CFDT manœuvraient pour les faire passer à la trappe.

Nous avons donc obtenu le droit d'exercer ce contrôle à la DCPRS, sous la direction du responsable de l'époque. Il a fallu contrôler une fois, deux fois, trois fois et bien davantage, car les ratures étaient nombreuses et la direction tatillonne et pas coopérante. Si bien que le chef du personnel finit par nous dire en substance : « Cela commence à bien faire, si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à aller devant les tribunaux. »

Nous l'avons fait, au tribunal d'instance de Boulogne. Surprise à laquelle nous ne nous attendions absolument pas : le tribunal a décidé l'annulation des élections de délégués à Billancourt. Ce n'était pas une mince affaire, cela concernait encore plus de 9 000 travailleurs, les effectifs avaient fondu et cela coûtait de l'argent et perturbait la production… Cela a mis en colère tous les syndicats… et la direction.

QUE FAIRE ?

De nouvelles élections allaient avoir lieu. Mais dans quel syndicat aller, si nous voulions continuer à jouer un rôle dans l'entreprise ?

FO était marqué comme étant proche de la direction, de par ses dirigeants plutôt situés à droite. De ce fait, elle traînait de sérieuses gamelles. De plus, des militants du groupe trotskyste dirigé par Pierre Lambert y étaient présents et ils ne voulaient certainement pas de nous.

La CGT, ce n'était pas la peine d'y songer : les staliniens nous rejetaient violemment, suite à nos rapports passés.

La seule alternative était de créer notre propre syndicat, même si cela ne nous réjouissait pas d'ajouter à la division syndicale déjà existante.

Alors l'idée a germé de réactiver le SDR, le Syndicat démocratique Renault, créé par Pierre Bois au sortir de la grève Renault de 1947 et qui n'avait jamais été officiellement dissous.

Commença alors un processus de réanimation du syndicat : cahier de trésorier, tracts que nous nous mettions à rédiger et à distribuer, et surtout faire des adhérents. Pour cela, nous nous sommes adressés avec un certain succès à tous les camarades qui nous avaient soutenus dans la campagne de ratures.

En effet 580 travailleurs ont signé une pétition pour exiger que je continue à les représenter en tant que délégué du personnel.

D'autre part, le nombre d'adhérents du SDR était loin d'être négligeable puisqu'il était de 185, plus que les voix obtenues par plusieurs syndicats représentatifs.

Les règles de représentativité imposaient un certain nombre de critères pour être reconnu :

- Indépendance vis-à-vis de l'employeur.

- Expression syndicale, tracts, réunions (vie syndicale en quelque sorte).

- Autonomie financière.

Nous nous sommes efforcés de les remplir, afin de présenter des listes aux élections suivantes.

Trouver des candidats n'était pas chose facile car le problème de la fermeture de Billancourt et des licenciements éventuels pourrissait l'ambiance et faisait peser un climat de crainte quant à l'emploi. Il fallait du courage pour se porter candidat sur une liste telle que la nôtre. Il s'en trouva quelques-uns malgré tout, en plus de nos camarades, mais nos listes n'étaient pas complètes.

Respectueuse des conventions, la direction publia notre liste et l'afficha, ce qui provoqua la colère de la CFDT et des autres syndicats. Par la suite tous iront contester notre représentativité devant le tribunal.

Un des critères de représentativité les plus importants était le nombre d'adhérents que nous pouvions revendiquer. Mais donner la liste nominale des 185 adhésions que nous avions faites représentait un risque de représailles pour les salariés, en particulier dans le contexte des suppressions d'emplois. Aussi avons-nous transmis cette liste à un huissier pour qu'il en établisse la réalité et fasse un rapport pour le tribunal. Mais l'avocat de la CFDT a exigé la communication de la liste des syndiqués, ce que nous avons bien sûr refusé. Et sur cette base, le tribunal refusa notre représentativité.

Le tribunal avait dû se faire taper sur les doigts assez sérieusement pour l'annulation des élections et il n'a pas commis deux fois la même erreur.

Durant deux ou trois ans, nous avons donc continué à maintenir une expression syndicale avec le SDR et, à chaque élection, nous avons présenté des candidats.

Syndicats et direction continuèrent également à s'y opposer à travers le tribunal d'instance et nous n'avons jamais obtenu la représentativité.

LA DIRECTION S'ACHARNE…

En 1986, la direction a licencié d'abord les « cas sociaux ». Elle a commencé par les travailleurs les plus vulnérables, ceux qui avaient des problèmes de santé, de boisson. Histoire d'enclencher le processus, d'y habituer les travailleurs.

En juillet 1986, alors que j'étais désormais sans mandat, de même qu'un autre camarade, la direction a sorti son premier plan « social » avec des licenciements secs.

La date était bien choisie : une semaine avant les vacances. J'étais évidemment dans la liste des licenciés. Mon chef d'atelier, un certain Séguy, roi des hypocrites et en même temps un peu péteux, me l'avait annoncé deux jours auparavant.

Il y eut cependant des réactions, une manifestation dans Boulogne et un rassemblement au pont de Sèvres, devant le siège de la direction. Il y avait de l'ambiance et, soutenu par des camarades, j'y pris la parole.

Un aparté dans ce contexte : la procédure à mon encontre, qui durait depuis les grèves de 1975, venait de s'arrêter, la direction ayant épuisé tous les recours possibles (inspecteur du travail, inspecteur départemental de la main-d'œuvre, ministre du Travail, tribunal administratif et enfin Conseil d'État). Dix ans d'acharnement ! Auroy, le directeur de l'usine, m'avait promis face à face qu'il aurait ma peau, il n'abandonnait donc pas.

Mais c'était encore raté, car j'avais tout de même été candidat sur les listes CFDT. Même en position non élue, j'étais protégé pendant six mois. Protégé, cela signifie que c'est l'inspecteur du travail qui décide, et il refusa

mon licenciement. Cela se joua à une semaine près, mais la direction avait un impératif : décider avant les congés.

Lors de ce plan de licenciements, plusieurs camarades de Lutte ouvrière se sont retrouvés licenciés, à Boulogne et aussi à Saint-Ouen.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR DES DISCUSSIONS DANS LES ATELIERS

Avec l'apparition des imams d'atelier, on se mit à discuter de la religion. Il y eut des pauses pour le ramadan qui n'existaient pas avant. Il y eut le cas de H., qui buvait comme un trou, que l'on cachait dans les vestiaires, et qui finalement s'est réfugié dans la religion pour se forcer à ne plus boire.

Des islamistes sont venus me voir un jour pour les appuyer auprès de la direction pour l'obtention d'une salle de prière ; je leur ai répondu que ce n'était pas mon affaire, que j'étais athée et qu'ils n'avaient qu'à s'organiser entre eux, s'ils le souhaitaient, pour aller voir la direction. Être athée, c'est incompréhensible pour bien des travailleurs religieux : il faut croire en quelque chose.

Quand je disais que je croyais en l'humanité, cela ne convainquait pas. Peut-être ai-je perdu un peu de crédit, mais je n'en suis pas si sûr que cela.

Au début de ma présence chez Renault, en 1966-1967, les discussions avec les travailleurs portaient sur bien des sujets, la guerre d'Algérie par exemple. C'était encore très proche et certains l'avaient faite et demeuraient discrets et traumatisés par ce qu'ils avaient vécu. Mais d'autres vantaient les opérations auxquelles ils avaient participé et les termes de « bougnoules », de « bicots » ou autres termes racistes revenaient souvent. Je me souviens particulièrement d'un homme qui n'était pas particulièrement mauvais, qui participait même aux grèves, mais qui

se vantait de méfaits, y compris devant des camarades algériens. Les engueulades étaient parfois violentes.

Les femmes constituaient un autre sujet d'accrochage. Le machisme était bien présent avec des propos plus que grivois contre les femmes et sur l'amour en général. Je pense particulièrement à un collègue proche, fort en gueule, fils d'immigrés italiens et ayant baigné dans le milieu stalinien toute sa jeunesse. Une de ses provocations favorites était de brailler : « Toutes des salopes ! ». Évidemment je démarrais au quart de tour. Et pourtant nous nous sommes mutuellement invités à manger en présence de sa femme, de ses filles et de ma compagne. Là, il se conduisait comme un homme aimable et normal.

Nous discutions politique évidemment. La candidature d'Arlette Laguiller y contribua beaucoup. Nous nous activions beaucoup pour remplir nos listes de souscription et cela marchait très bien et entraînait des discussions sur la gauche, le passé de Mitterrand. Certains disaient : « La gauche a une chance de passer, il ne faut pas tout rappeler, et puis peut-être a-t-il changé. » Même s'ils pensaient qu'Arlette allait trop loin, elle était très appréciée par les ouvriers, elle les touchait profondément. Mais, là aussi, les allusions grivoises ne manquaient pas et, comme je ne les acceptais pas, cela incitait certains à revenir à la charge. Ce fut le vécu, j'imagine, de bien des camarades militants dans les entreprises. Dans cette ambiance, nous étions, tous les militants de Lutte ouvrière, très fiers que notre porte-parole soit une femme !

LA « LIQUIDATION » DE BILLANCOURT

La politique qui a mené à la liquidation de Billancourt a commencé au début des années 1980, avec le plan Hanon. Avec la fin de l'ère Hanon ont commencé les déficits – ou les prétendues difficultés financières invoquées par la Régie.

Hanon avait été remercié dans cette période-là et Besse était devenu le nouveau PDG, un gestionnaire de rigueur pour redresser la Régie Renault. Besse n'a pas fait de vieux os chez Renault, assassiné par Action directe, en novembre 1986.

C'est Lévy qui a vraiment appliqué le plan que Besse avait commencé à mettre en application. En réalité, c'est dès le début des années 1980 que la direction avait commencé à réduire les effectifs de façon importante. À l'époque, il y avait encore plus de 110 000 travailleurs dans le groupe Renault.

Avec les départs habituels (démissions, licenciements, mutations, décès, départs en retraite), auxquels s'ajoutaient les plans de départs en préretraite à 57-58 ans et la fermeture du bureau d'embauche, les effectifs avaient commencé à fondre à partir du début des années 1980.

La véritable politique de licenciements, commencée avec Besse, juste avant les congés de 1986, s'est réalisée sur les six derniers mois de 1986. À la fin de l'année, une manifestation dans les rues de Boulogne a été la première et la dernière réaction un tant soit peu importante. À la

sous-préfecture de Boulogne, sur les quais, les dirigeants CGT avaient lancé quelques cocktails Molotov sur le bâtiment. Les CRS ont chargé. Il y a eu quelques affrontements limités. Nous avions amené une petite sono et j'ai pris la parole, assez brièvement, personne ne m'en a empêché, pour dénoncer la politique de licenciements de la Régie et dire qu'il fallait qu'on réagisse tous ensemble. Cela a été relativement peu entendu.

Cette manifestation d'environ 2 000 personnes dans Boulogne, de la Régie jusqu'à la sous-préfecture, a été quasiment la seule réaction à l'annonce des licenciements et après, il n'y a plus rien eu.

À cette date-là, deux camarades ont été licenciés. J'étais aussi sur la liste, mais, comme je l'ai dit précédemment, mon licenciement fut refusé par l'inspecteur du travail. Et ensuite, de 1986 à 1989 ou 1990, il y a eu une succession de plans dits « sociaux »…

LA POLITIQUE SPECTACLE DE LA CGT

Au cours de l'été 1986, les dirigeants de la CGT avaient organisé tout une série d'opérations spectaculaires Ils avaient occupé le Pub Renault aux Champs-Élysées. Ils avaient emprunté des voitures sur le port de Gennevilliers, là où la Régie stocke des véhicules. Ils avaient manifesté avec ces voitures et les avaient abandonnées au milieu des Champs-Élysées. Ils avaient aussi détourné un train.

À la veille des vacances, juste un jour avant de partir, à la suite d'une délégation dans un département de professionnels, les dirigeants de la CGT s'étaient rendus à la direction et avaient intercepté deux directeurs et un chef du département. Ils les avaient amenés à l'extérieur de l'usine, en les traînant un peu par la cravate.

C'est là qu'a démarré l'affaire des « 10 de Billancourt ». Un certain nombre de licenciements ont été prononcés par la Régie suite à cette affaire-là. Les « 10 », cela a varié. Une partie d'entre eux étaient initialement concernés par cette affaire, d'autres se sont ensuite rajoutés, d'autres ont été enlevés de la liste. Il en est resté malgré tout dix en moyenne au cours des mois, et l'affaire a duré pendant deux ans.

Ces actions, c'était plutôt de l'esbroufe, en dehors des travailleurs. Ces derniers les regardaient plutôt avec sympathie, mais sans y participer. Les dirigeants de la CGT ne les y appelaient pas par ailleurs.

Plusieurs centaines de travailleurs ont quitté l'usine à partir de 1986. C'étaient en partie ceux dont l'absentéisme était relativement important chaque année, en raison de problèmes de santé, de problèmes « d'inaptitude en chaîne », qui buvaient un peu ou ceux dont la direction pensait qu'ils ne seraient pas défendus par leurs camarades de travail parce qu'elle les considérait comme indéfendables. Je crois qu'elle a fait ce calcul en commençant par attaquer les plus vulnérables.

Leur politique depuis l'épisode de l'occupation de fin 1985 n'a pas permis aux dirigeants du PC et de la CGT de retrouver du crédit. Les travailleurs étaient assez suivistes, bien sûr, mais après coup, lorsque cela s'est révélé être un échec, ils ont plutôt fait des reproches à la CGT. Et cette politique a eu un effet démobilisateur. De telle sorte que, quand la direction a vraiment annoncé des licenciements, les responsables CGT avaient grillé leurs cartouches.

Le fait que les plans « sociaux », la politique de licenciements de la direction aient été acceptés sans qu'il y ait eu de luttes a contribué à la démoralisation. L'usine de Billancourt a donc fermé sans qu'il y ait eu la moindre

réaction d'importance. Un autre événement a beaucoup compté : les grèves de Talbot et de Citroën, surtout celle de Talbot en 1983-1984, puisque c'était une grève d'immigrés contre les licenciements qui s'est relativement mal terminée. La CGT s'était publiquement désolidarisée des travailleurs en lutte. Cela a beaucoup compté dans la démoralisation et cela a cassé l'espoir en la possibilité d'une lutte collective pour empêcher les licenciements.

À Billancourt, la baisse d'effectifs a continué jusqu'au 31 mars 1992, date où l'usine a effectivement fermé. Je me souviens du jour de la fermeture. Le directeur avait organisé un cinéma autour de la sortie de la dernière voiture, moment historique, mais parfaitement odieux et révoltant. Presse, journalistes, caméras, direction mais aussi syndicats, tous étaient là, sauf la CGT, mais la CFDT était bien présente aux côtés de la direction. Pendant ce temps, au fur et à mesure que les dernières voitures passaient sur les chaînes, les opérateurs, les OS fabrication, quittaient leurs postes de travail, descendaient passerelles et escaliers et, tout en regagnant les vestiaires, observaient de loin, avec la plus grande amertume, sans doute les larmes aux yeux ou le cœur à l'envers, ce spectacle désolant et révoltant qui se déroulait sur l'esplanade de l'île Seguin.

Les travailleurs ont été livrés à eux-mêmes et surtout à l'arbitraire de la direction. Ceux qui étaient plus ou moins bien vus, dans le cadre des cellules de reclassement, se sont vu proposer des mutations dans les usines relativement proches, comme Flins ou Choisy. Les autres ont subi des pressions pour prendre l'argent et partir. À d'autres, la direction vantait les mérites du retour au pays, pour y créer une entreprise, devenir chauffeur, taxi ou commerçant. Elle a même fait venir dans l'usine des commerçants, avec fruits et légumes, pour inciter des travailleurs à suivre cette voie. À d'autres encore, elle



Mars 1995 : manifestation de travailleurs de différents établissements Renault, en grève pour les salaires.

ne proposait que des postes inacceptables, histoire de se débarrasser d'eux après deux ou trois refus.

CE QUE SONT DEVENUS LES UNS ET LES AUTRES

L'appareil militant de la CGT, ces 130 délégués et les autres, sont partis aussi. Parmi les militants immigrés, beaucoup sont partis au gré des différentes vagues de licenciements. Soit ils sont rentrés d'eux-mêmes au pays, soit ils ont trouvé autre chose à faire. Certains ont joué le jeu de la direction en mettant leur influence à son service : l'un d'eux s'est fait circonvenir par la direction. Quelles ont été les tractations, on ne sait pas exactement. Mais toujours est-il qu'il s'est retrouvé comme auxiliaire de la direction, en quelque sorte, pour recaser les travailleurs marocains qui se retrouvaient sans travail, pour leur proposer des reconversions. Pendant un premier temps, après avoir quitté la Régie, il entrait toujours dans l'usine pour aller voir les travailleurs marocains, discuter avec eux, les convaincre de se trouver un nouvel emploi au pays. Il a utilisé son influence auprès des travailleurs pour faire passer le plan de la direction.

Parmi les militants CGT marquants de l'usine, un certain nombre sont partis en préretraite, comme beaucoup d'autres travailleurs, d'autres sont restés. Parmi les plus marqués, la direction n'en a pas recasé beaucoup. Par contre, la CFDT a quasiment recasé tous ses militants, tous ses délégués, et pas seulement ses leaders, même tous ses adhérents. Elle les a fait muter dans les différents sites de la Régie, et pas les plus éloignés. Alors qu'il était difficile pour un ouvrier de trouver une place dans une usine de la région parisienne, la CFDT a réussi à faire reprendre tous ses délégués, à Choisy-le-Roi, à Cergy-Pontoise, à Rueil, aux Méthodes, etc.

Quant à Labbé, le dirigeant CFDT, pendant un moment, à l'époque où il n'était plus secrétaire général, le bruit a couru qu'il voulait quitter la Régie Renault et se reconvertir dans un tout autre domaine. Apparemment, la direction lui a demandé de rester et lui a proposé une place. Du jour au lendemain, alors qu'il était P1 sur chaîne, du moins qu'il en avait la paye, il s'est retrouvé aux Méthodes – avec 100 points de plus au coefficient – dans un domaine qui lui convenait parfaitement et qu'on appelle les Ressources humaines… Il avait une expérience de ce point de vue. De la part de la direction, ce n'était que reconnaissance des services rendus par la CFDT, des accords signés, des commissions paritaires auxquelles le syndicat participait pour la mise en route de son plan social.

Quant à moi, j'ai été renvoyé à la maison, payé sans travail pendant onze mois, comme un certain nombre de militants. Si je n'allais pas aux nouvelles et ne bataillais pas pour être reclassé, il ne se passait rien. Je suis allé à Cléon, au Mans, à Sandouville, où des postes étaient vacants, certains étaient intéressants d'un point de vue militant, mais après la visite, lorsque je demandais des nouvelles, il m'était invariablement répondu : « Non, finalement, l'équipe a été constituée. »

Lorsque j'ai posé ma candidature pour Flins, le responsable des reclassements avait eu le culot de me répondre : « Non, là ce n'est pas possible, les cadres et les chefs vous connaissent, ils ne veulent pas de vous. » Ma réponse : « Cest eux qui décident des reclassements ou c'est vous ? », l'avait laissé de marbre. Le summum a été atteint à MCA Maubeuge, après un voyage en Espace, pour m'entendre proposer un poste en SD, deux fois douze heures le samedi et le dimanche, à la manutention dans l'atelier des Presses. Ainsi, je n'aurais même pas

besoin de déménager. Je n'ai pu m'empêcher d'exprimer ma colère devant une telle provocation, mais je n'ai pas refusé. Ils n'attendaient que cela pour pouvoir me licencier. Venant aux nouvelles quelque temps après, il me fut répondu là aussi que le poste avait été pourvu.

Ce fut onze mois après la fermeture qu'ils me proposèrent finalement un poste auquel j'avais postulé quelques semaines auparavant et qu'ils m'avaient refusé car je n'avais pas le profil recherché. C'était évidemment un service très isolé, avec des salariés triés sur le volet. Mais ils n'avaient pas pu me licencier… Après quelques années, mon service atterrit au Technocentre, où je terminai mon parcours chez Renault.

Renault Billancourt fut la dernière des très grosses usines à fermer ses portes.

Même si cette fermeture a eu pour conséquence la dispersion de milliers de travailleurs ayant été mêlés à de nombreuses luttes et à un certain nombre d'événements, la fin de Billancourt n'a pas signifié pour autant la « mort du prolétariat », ni la fin d'une époque, ni l'arrêt de la lutte de classe, comme les médias se sont plu à le suggérer alors.

Billancourt, que certains appelaient la forteresse ouvrière, était plutôt le reflet, seulement un reflet, mais un reflet exact, du mouvement ouvrier. J'y ai vécu en tant qu'ouvrier, j'y ai milité sur le plan syndical et politique pendant vingt-six ans. Cette expérience acquise, avec d'autres camarades, j'essaie de la transmettre à une nouvelle génération de travailleurs communistes.

En octobre 2000, je me suis donc retrouvé hors de Renault, d'abord avec le statut de préretraité, puis de retraité.

Mais ma vie militante ne s'est pas arrêtée. Elle a pris, comme pour bon nombre de mes camarades d'entreprise, d'autres formes.

J'ai pu ainsi continuer, de l'extérieur de l'entreprise, à aider mes camarades. Évidemment pas à Billancourt, qui n'existait plus, mais à soutenir mes camarades de Guyancourt, et également de Choisy, de Flins, de Cléon, sur tous les sites où des groupes Lutte ouvrière militaient.

Avec mon temps désormais disponible, j'ai pu participer encore plus aux activités publiques de mon parti. J'avais déjà dans le passé accompagné ma camarade Arlette Laguiller à de nombreuses reprises dans ses déplacements. Nous sommes de la même génération, et nous nous connaissons depuis le début des années 1960. Mais, à partir de ce moment, j'ai pu participé activement à toutes les campagnes électorales.

Je suis fier d'avoir mené tous ces combats, d'avoir défendu les perspectives communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière, d'y avoir affronté des syndicalistes et des organisations politiques hostiles à cette perspective, mais aussi d'avoir réussi à les faire vivre, contre la direction, d'avoir fait reculer certains préjugés. Bref, je suis fier de transmettre aux plus jeunes générations tout ce que m'a transmis la génération qui m'a précédé.

Table des matières

L'EMBAUCHE CHEZ RENAULT
ET LES ANNÉES AVANT 1968 9

MAI 1968 : LES PRÉMICES
PUIS LES ÉVÉNEMENTS 15

LES GRÈVES D'OUVRIERS SPÉCIALISÉS 31

LA POLITIQUE DE RENAULT 47

LES GRÈVES DE 1973 53

LES GRÈVES DE 1975
OU LA CGT EN ACTION
CONTRE LES GRÉVISTES 65

LES ANNÉES 1980
ET LE PC AU GOUVERNEMENT 73

LA « LIQUIDATION » DE BILLANCOURT 83

Paul **PALACIO**

Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt



Paul Palacio a travaillé de 1966 à 1992 à l'usine de Renault Billancourt, dans ce qu'on appelait la forteresse ouvrière. En fait, c'était une entreprise dure et répressive. Ce livre retrace ces 26 années de militantisme avec le groupe Lutte Ouvrière de l'usine. Embauché comme « essayeur » à la sortie des chaînes de l'île Séguin, il participa aux très nombreuses luttes de ces années-là : la grève de mai-juin 68, les grèves des OS de 1971 à 1975, les innombrables débrayages, les tentatives de s'opposer à la fermeture définitive de l'usine en 1992. Il a lutté contre le lâchage des directions syndicales, dénoncé leurs contorsions pendant la période de participation de ministres PCF au gouvernement de 1981 à 1984 et leurs tentatives de redorer leur blason en faisant occuper l'usine en 1985. Son témoignage est la suite de ses combats.

ISBN 978-2-493083-07-4

11 €

lesbonscaracteres.com

Photo de couverture :
La grève de Mai 1968 à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt.
Gérard Bloncourt.

Collection **Témoignages**

Paul PALACIO, Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt